JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	2.000	4.000	1.100	2.100	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 -- 21-61-08 — FAX (228) 21-61-07 — LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	2.300	4.500	1.250	2.350	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres pays d'expression française 150 frs Etranger : Port en sus Les numéros spéciaux 300 frs					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1991

4 fév. — Décret No 91-10 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Toronto (CANADA)	334
4 fév. — Décret No 91-11 portant nomination d'un consulat honoraire de la République Togolaise à Toronto (CANADA) ...	334
14 fév. — Décret No 91-12 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Haho, exercice 1989.	335
14 fév. — Décret No 91-13 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Tchoudjo, exercice 1989.	335
14 fév. — Décret No 91-14 portant approbation du compte administratif de la Préfecture d'Amou, exercice 1989.	336
14 fév. — Décret No 91-15 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Bassar, exercice 1989.	336
14 fév. — Décret No 91-16 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de la Binah, exercice 1989.	336
14 fév. — Décret No 91-17 portant approbation du compte administratif de la Préfecture du Golfe, exercice 1989.	337
14 fév. — Décret No 91-18 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Tône, exercice 1989.	337

14 fév. — Décret No 91-19 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Doufelgou, exercice 1989.	338
14 fév. — Décret No 91-20 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de l'Oti, exercice 1989.	338
14 fév. — Décret No 91-21 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Wawa, exercice 1989.	339
14 fév. — Décret No 91-22 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de la Kozah, exercice 1989.	339
14 fév. — Décret No 91-23 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de la Kéran, exercice 1989.	339
14 fév. — Décret No 91-24 portant approbation du compte administratif de la Préfecture d'Assoli, exercice 1989.	340
14 fév. — Décret No 91-25 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Vo, exercice 1989.	340
14 fév. — Décret No 91-26 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de l'Ogou, exercice 1989.	341
14 fév. — Décret No 91-27 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Kloto, exercice 1989.	341
14 fév. — Décret No 91-28 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Yoto, exercice 1989.	342
14 fév. — Décret No 91-29 portant approbation du compte administratif de la Préfecture du Zio, exercice 1989.	343
14 fév. — Décret No 91-30 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Tchamba, exercice 1989.	343
14 fév. — Décret No 91-31 portant approbation du compte administratif de la Préfecture des Lacs, exercice 1989.	343
14 fév. — Décret No 91-32 portant approbation du compte administratif de la Préfecture de Sotouboua, exercice 1989.	344
14 fév. — Décret No 91-33 portant approbation du compte administratif de la Préfecture du Golfe, exercice 1989.	344

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	
Arrêtés portant inscriptions au tableau d'avancement.	345
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE	
Arrêté rapporté portant destitution d'un chef de village.	356
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
1991	
17 avr. — Décision No 176/MEF/MENRS accordant une subvention au profit de l'école normale supérieure d'Atakpamé.	356
MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS	
1991	
19 mars — Arrêté No 14/MCT/SCOT portant création d'une division de « La tibco-détention » au sein de la direction de contrôle du conditionnement des produits de mesure.	357
16 avr. — Arrêté No 20/MCT/PAL attribuant aux dockers l'exclusivité des travaux de manutentions à l'intérieur du port autonome de Lomé.	358
17 avr. — Arrêté No 21/MCT portant création d'une division des affaires sociales au port autonome de Lomé.	357
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	
1991	
21 mars — Arrêté No 249/MTFP portant promotion dans le cadre des fonctionnaires du trésor.	358
Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégration, titularisations, changement de cadre, détachements, nomination, reprise de services, constatation d'absences irrégulières, révocation, admissions à la retraite et rectificatifs à des précédents arrêtés portant admission, intégrations et admission à la retraite.	358
MINISTERE DU PLAN ET DES MINES	
Arrêté portant nomination.	368
UNIVERSITE DU BENIN	
Décision portant grâce.	368

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
Arrêtés portant approbation de rôles.	369
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
1991	
31 janv. — Arrêté No 5/MENRS portant autorisation d'ouverture définitive d'une école primaire privée laïque.	376
Arrêtés portant nominations.	376

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

UTB (bilan au 30 septembre 1990).	377
BCCI (bilans au 30 sept. 1989 et au 30 septembre 1990).	377
BOAD (bilans au 30 sept., 30 nov., 31 déc. 1990 et au 31 janv., 28 fév., 31 mars 1991).	378
BTD (bilans au 30 Sept. 1989 et au 30 Sept. 1990).	382
CET (bilan au 28 Septembre 1990).	386
Avia de perte de titres fonciers.	388

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET n° 91-10 du 4 février 1991 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Toronto (Canada).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 32 et 34,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé à Toronto (Canada), un consulat honoraire de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 4 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-11 du 4 février 1991 portant nomination d'un consul honoraire de la République togolaise à Toronto (Canada).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en ses articles 15, 16, 32 et 34 ;

Vu le décret n° 91-10 du 4 février 1991 portant création d'un consulat honoraire de la République togolaise à Toronto (Canada) ;

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — M. Paul John Tuz est nommé consul honoraire de la République togolaise à Toronto avec juridiction sur la province de l'Ontario.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 4 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-12 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Haho, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-84 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Haho, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 10 juillet 1990 de la session ordinaire du conseil de préfecture de Haho ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Haho, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quarante quatre millions cent vingt mille quatre vingt treize (44.120.093) francs.

En dépenses à la somme de : trente cinq millions cinq cent trente sept mille cinquante six (35.537.056) francs laisse apparaître un excédent de recettes de : huit millions cinq cent quatre vingt trois mille trente sept (8.583.037) francs, qui sera repris au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total : deux millions quatre cent soixante deux mille trois cent sept (2.462.307) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991.

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-13 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Tchaoudjo, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-89 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Tchaoudjo, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 17 avril 1990 de la session ordinaire du conseil de préfecture de Tchaoudjo ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Tchaoudjo, exercice 1989, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : Trente-quatre millions sept cent soixante-sept mille sept cent soixante-douze (34.767.772) francs.

En dépenses à la somme de : Trente millions huit cent quarante-cinq mille six cent soixante-neuf (30.845.669) francs, faisant ressortir un excédent de recettes de : trois millions neuf cent vingt-deux mille cent trois (3.922.103) francs, qui sera repris en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Sont approuvées l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser le dépassement de crédit constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice :

Annulation

Chapitre X — Dépenses diverses

Art. 5 — Cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale 324.000

Ouverture

Chapitre III — Service d'administration régionale

Art. 4 — Moyens de transport 324.000

Art. 3 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à : un million cinq cent soixante-deux mille huit cent quatre-vingt-quatre (1.562.884) francs sont annulées.

Art. 4 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-14 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture d'Amou, exercice 1989.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu la loi n° 81-8 du 25 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-85 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture d'Amou, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 4 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture d'Amou ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture d'Amou, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt-trois millions neuf cent cinquante-trois mille cinq cent vingt-cinq (23.953.525) francs.

En dépenses à la somme de : vingt-sept millions trente huit mille trois cent quatre vingt quatre (27.038.384) francs, laissant apparaître un excédent de dépenses de : trois millions quatre vingt quatre mille huit cent cinquante neuf (3.094.959) francs qui sera reporté au budget primitif gestion 1991.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice s'élevant au total à : six cent dix huit mille cinq cent seize (618.516) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADÉMA

DECRET n° 91-15 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Bassar, exercice 1989.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 89-91 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Bassar, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 28 juin 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de Bassar ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Bassar, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente cinq millions deux cent neuf mille quatre cent soixante deux (35.209.462) francs.

En dépenses à la somme de : trente quatre millions deux cent soixante sept mille deux cent quatre vingt huit (34.267.288) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de : neuf cent quarante deux mille cent soixante quatorze (942.174) francs qui constituera des recettes additionnelles au budget 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à : cinq cent cinquante quatre mille neuf cent vingt sept (554.927) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADÉMA

DECRET n° 91-16 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de la Binah, exercice 1989.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-93 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de la Binah, exercice 1989 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de la Binah, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente six millions cinq cent quatre mille deux cent dix huit (36.504.218) francs.

En dépenses à la somme de : trente millions quatre vingt huit mille quatre (30.088.004) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de : six millions quatre cent seize mille deux cent quatorze (6.416.214) francs qui sera reporté au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice s'élevant au total à : deux cent vingt mille huit cent soixante dix (220.870) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-17 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture du Golfe, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1984 portant réorganisation des conseils de circonscription administratives ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 87-77 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture du Golfe, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 3 août 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture du Golfe ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture du Golfe, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : cent soixante millions trois cent quatre vingt huit mille quatre cent soixante et un (160.388.461) francs.

En dépenses à la somme de : quatre vingt neuf millions trois cent dix sept mille six cent soixante quatre (89.317.664) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de : soixante onze millions soixante dix mille sept cent quatre vingt dix sept (71.070.797) francs, qui sera repris en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice s'élevant au total à : dix millions deux cent quarante cinq mille quatre cent neuf (10.245.409) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-18 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Tône, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juin 1984 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-97 du 20 juillet 1989 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Tône, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 5 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de Tône ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Tône exercice 1989, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : soixante et un millions cent soixante trois mille cinq cent trente neuf (61.163.539) francs.

En dépenses à la somme de : soixante quatre millions quatre cent soixante seize mille cinq cent soixante deux (64.476.562) francs, laissant apparaître un excédent de dépenses de : trois millions trois cent treize mille vingt trois (3.313.023) francs qui sera repris en dépenses au budget primitif gestion 1991.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à : trois millions sept cent cinquante quatre mille trois cent treize (3.754.313) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-19 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Doufelgou, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-94 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Doufelgou, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 18 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de Doufelgou ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Doufelgou, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt et un millions sept cent cinquante et un mille sept cent douze (21.751.712) francs.

En dépenses à la somme de : Vingt et un millions huit cent quarante neuf mille huit cent soixante (21.849.860) francs, faisant ressortir un excédent de dépenses de : quatre vingt dix huit mille cent quarante huit (98.148) francs qui sera reporté en dépenses au budget primitif gestion 1991.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à : sept cent trente six mille dix sept (736.017) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-20 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de l'Oti, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-94 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif exercice 1989 de la préfecture de l'Oti ;

Vu le procès-verbal du 23 mai 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de l'Oti ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif exercice 1989 de la préfecture de l'Oti est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt cinq millions six cent soixante quatre mille huit cent dix huit (25.664.918) francs.

En dépenses à la somme de : vingt six millions quatre cent quatre vingt cinq mille six cent neuf (26.485.609) francs, laissant apparaître un excédent de dépenses de : huit cent vingt mille sept cent quatre vingt onze (820.791) francs, qui sera repris en dépenses au budget gestion 1991.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à : quatre millions huit cent vingt cinq mille trois cent quatre vingt onze (4.825.391) francs, sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-21 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Wawa, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-86 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Wawa, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 27 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de Wawa ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Wawa, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quarante deux millions deux cent soixante deux mille neuf cent vingt cinq (42.262.925) francs.

En dépenses à la somme de : quarante neuf millions deux cent quatre vingt dix huit mille deux cent soixante sept (49.298.267) francs, laissant apparaître un excédent de dépenses de : sept millions trente cinq mille trois cent quarante deux (7.035.342) francs qui sera résorbé aux budgets futurs.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à : huit cent quatre vingt dix sept mille quatre cent trente sept (897.437) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-22 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de la Kozah, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-92 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de la Kozah, exercice 1989 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de la Kozah exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de trente huit millions douze mille trois cent vingt huit (38.012.328) francs.

En dépenses à la somme de trente neuf millions cent quarante quatre mille cent dix (39.144.110) francs, laissant apparaître un excédent de dépenses de un million cent trente et un mille sept cent quatre vingt deux (1.131.782) francs qui sera inscrit en dépenses au budget primitif gestion 1991.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à trois millions trois cent quatre vingt un mille quarante sept (3.381.047) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-23 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de la Kéran, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-95 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de la Kéran, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 24 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de la Kéran ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de la Kéran, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de quatorze millions neuf cent quatre vingt dix sept mille cinq cent deux (14.997.502) francs.

En dépenses à la somme de dix sept millions cent vingt cinq mille quatre cent quatre vingt dix neuf (17.125.499) francs, laissant apparaître un excédent de dépenses de deux millions cent vingt-sept mille neuf cent quatre vingt dix sept (2.127.997) francs qui sera porté en dépenses au budget primitif gestion 1991.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à deux millions cent soixante sept mille cent quatre vingt dix (2.167.190) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-24 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture d'Assoli, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-90 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture d'Assoli, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 18 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture d'Assoli ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture d'Assoli, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de seize millions cinq cent soixante quatre mille neuf cent vingt cinq (16.564.925)

En dépenses à la somme de quinze millions cent deux mille huit cent quatre vingt dix (15.102.890) francs laissant apparaître un excédent de recettes de un million quatre cent soixante deux mille trente cinq (1.462.035) francs qui sera reporté en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à un million six cent cinquante neuf mille neuf cent quatre vingt sept (1.659.987) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-25 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Vo, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-80 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Vo, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 12 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de Vo ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Vo, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de cinquante et un millions quatre cent quarante sept mille sept cent soixante sept (51.447.767) francs.

En dépenses à la somme de trente neuf millions deux cent vingt neuf mille deux cent cinquante deux (39.229.252) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de douze millions deux cent dix huit mille cinq cent quinze (12.218.515) francs qui sera repris en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à deux millions sept cent soixante douze mille cent cinquante sept (2.772.157) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-26 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de l'Ogou, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-90 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de l'Ogou, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 20 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de l'Ogou ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de l'Ogou, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de soixante quinze millions six cent quatre vingt quatre mille trois cent cinquante trois (75.694.353) francs.

En dépenses à la somme de cinquante deux millions quatre cent dix sept mille cent cinquante (52.417.150) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de vingt trois millions deux cent soixante sept mille deux cent trois (23.267.203) francs qui sera reporté en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à cinq millions cinq cent cinquante quatre mille trois cent quatre vingt seize (5.564.396) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-27 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Kloto, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-83 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Kloto, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 11 juin 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de Kloto ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Kloto, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de soixante treize millions sept cent trente mille six cent cinquante trois (73.730.653) francs.

En dépenses à la somme de cinquante deux millions six cent trente cinq mille trois cent quatre vingt dix sept (52.635.397) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de vingt et un millions quatre vingt quinze mille deux cent cinquante six (21.095.256) francs, qui sera reporté en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice s'élevant au total à deux millions huit cent quatre vingt huit (2.000.888) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-28 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Yoto, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-81 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Yoto, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 26 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture de Yoto ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Yoto, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de quarante et un millions trois cent quatre vingt cinq mille sept cent quatre vingt six (41.385.786) francs.

En dépenses à la somme de quarante deux millions cent vingt et un mille cinq cent quarante (42.121.540) francs, laissant apparaître un excédent de dépenses de sept cent trente cinq mille sept cent cinquante quatre (735.754) francs qui sera repris en dépenses au budget primitif gestion 1991.

Art. 2 — Sont approuvées les annulations et les ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires lors de l'exécution du budget :

Annulations

Chapitre II — Service d'administration régionale (Personnel)

Article premier — Traitement (principal et accessoires) du personnel de bureau titulaire 650.000

Art. 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire 1.105.000

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (Personnel)

Article premier — Traitement (principal et accessoire) du personnel titulaire 350.000

Art. 2 — Traitement (principal et accessoire) du personnel non titulaire 100.000

Chapitre VII — Services sociaux (Personnel)

Article premier — Enseignement et sports 350.000

Art. 3 — Dispensaires 1.000.000

Chapitre X — Dépenses diverses

Art. 5 — Cotisation à la caisse nationale de sécurité sociale .. 1.600.000

5.155.000

Ouvertures

Chapitre II — Service d'administration régionale (Personnel)

Art. 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais 350.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Art. 3 — Entretien et réparation des bâtiments à la charge de la Préfecture 2.046.642

Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux .. 750.000

Chapitre IX — Participation de la Préfecture aux dépenses d'intérêt général à la charge de l'Etat ou d'autres collectivités

Art. 6 — Participation aux activités du Rassemblement du Peuple Togolais 453.358

Chapitre X — Dépenses diverses

Article premier — Fêtes et réceptions publiques 1.600.000

5.155.000

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice s'élevant au total à cinq cent soixante douze mille cinq cent quatre vingts (572.580) francs, sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Grassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-29 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture du Zio, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-79 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture du Zio, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 15 juin 1990 de la session ordinaire du conseil de préfecture du Zio ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif exercice 1989 de la préfecture du Zio est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de soixante deux millions neuf cent soixante dix mille sept cent trente (62.970.730) francs.

En dépenses à la somme de cinquante deux millions deux cent soixante onze mille sept cent quatre vingt treize (52.271.793) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de dix millions six cent quatre vingt dix huit mille neuf cent trente sept (10.698.937) francs qui sera reporté en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice et s'élevant au total à six millions deux cent quarante deux mille quatre cent cinquante sept (6.242.457) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-30 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Tchamba, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-88 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Tchamba, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 1er juin 1990 de la session budgétaire du conseil de préfecture de Tchamba ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Tchamba, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de dix huit millions cinq cent dix mille cent quatre vingt quinze (18.510.195) francs.

En dépenses à la somme de dix sept millions quatre cent soixante trois mille sept cents (17.483.700) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de un million quarante six mille quatre cent quatre vingt quinze (1.046.495) francs qui sera repris en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice, s'élevant au total à trois cent cinquante huit mille soixante sept (358.067) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-31 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture des Lacs, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-78 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture des Lacs, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 24 juillet 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture des Lacs ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture des Lacs, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de cinquante et un millions trois cent vingt neuf mille cent huit (51.329.108) francs.

En dépenses à la somme de quarante trois millions cent quatre vingt dix huit mille neuf cent vingt deux (43.198.922) francs dégageant un excédent de recettes de huit millions cent trente mille cent quatre vingt six (8.130.186) francs, qui sera repris en recettes au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice s'élevant au total à trois millions trois cent soixante dix neuf mille six cent dix neuf (3.379.619) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-32 du 14 février 1991 portant approbation du compte administratif de la préfecture de Sotouboua, exercice 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1984 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le décret n° 89-87 du 20 juillet 1989 portant approbation du budget primitif de la préfecture de Sotouboua, exercice 1989 ;

Vu le procès-verbal en date du 4 juin 1990 de la session ordinaire du conseil de préfecture de Sotouboua ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier — Le compte administratif de la préfecture de Sotouboua, exercice 1989 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de quarante trois millions cinq cent trente neuf mille treize (43.539.013) francs.

En dépenses à la somme de trente et un millions quatre cent trente cinq mille quatre cent vingt trois (31.435.423) francs laissant apparaître un excédent de recettes de douze millions cent trois mille cinq cent quatre vingt dix (12.103.590) francs, qui sera reporté au budget additionnel gestion 1990.

Art. 2 — Les prévisions de dépenses non exécutées à la clôture de l'exercice s'élevant au total à quatre cent quarante et un mille cent trente trois (441.133) francs sont annulées.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 91-33 du 14 février 1991 portant approbation du budget additionnel de la préfecture du Golfe, exercice 1990.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1984 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Vu l'ordonnance n° 87-3 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu le décret n° 73-142 du 12 juillet 1973 relatif au conseil de circonscription ;

Vu le procès-verbal en date du 3 août 1990 de la première session ordinaire du conseil de préfecture du Golfe ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier — Le budget additionnel de la préfecture du Golfe, gestion 1990 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de soixante onze millions soixante dix mille sept cent quatre vingt dix sept (71.070.797) francs.

Art. 2 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1991

Général Gnassingbé EYADEMA

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Inscriptions au tableau d'avancement

Arrêté n° 1-D-PR-MDN du 17-1-91 — Les officiers dont les noms suivent en service dans les forces armées togolaises, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1991 pour les grades ci-après :

INFANTERIE

pour le grade de médecin-colonel

méd-lt-colonel :

Tatangue Ali

pour le grade de lieutenant-colonel

commandants :

Arrégba Waapissou

Edjéou Toi

pour le grade de commandant

capitaine :

Assih Kigbao

pour le grade de capitaine

lieutenants :

Manzi Pidalatan

Zoumayor Yao

Fangbémi Fongnon

Mouzou Wèssiwè

Anité Kola

Banasse Kpooubiyè

Atoemne Kodjo

Kabiya Egbam

pour le grade de médecin-capitaine

méd-lieutenants :

Makara Dzizo

Tomta Kadjika

Djato Agbégnigan

pour le grade de lieutenant

s/lieutenants :

Douayer Kossi

Lemou Baloukimondom

Amblesso Kokouvi

Obekou Kossivi

Banassim Babaté

Ayassou Gabarra

Baouna Essowè

Awaté Hodabalo

Djato Essohanam

Panassa Awoki

Dolama Malana

Avoumado Messanh

Mongorgou Mongbéni

pour le grade de médecin-lieutenant

méd-s/lieutenants :

Belo Mofou

Lenguema Wouchida

Karka Kourahom

pour le grade de sous-lieutenant

Agarim Adressim

Gnassingbé Balakiyèm

Kparé Agbala

Nakoura Katanga

Nyasenu Komi

Ourc-Bang'na Dazasso

Takougnadi Alongnim

Pouyo Dizamisso

Tchakebera Passou

Towbeli Kossi

Kolemagah Kossawa

Yodi Kpatcha

Akpamoura Koffi

Kemence K. Oyomé

Zikpi D. Koffi

Sim Essossinam

pour le grade de médecin-s/lieutenant

Béléi Donguila

Abalo Kodjo

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

pour le grade de commandant

capitaines :

Aradjo Wenmiba

Ayéva Mahamadou

pour le grade de capitaine

lieutenants :

Gadé Komédja

Kombaté Nyamiètte

pour le grade de lieutenant

s/lieutenants :

Taou Asname

Waguema Lao

Djabakatie Bako

Kolani Tchimbadija

pour le grade de sous-lieutenant

Bararmna-Boukpepsi Djoguigou

Bonfo Faré

Djato Tassounti

Gnassingbé Bagoubadi

Salimi Nadjinou

Morouma Tissaga Tatah

MARINE NATIONALE TOGOLAISE

pour le grade de l'enseigne de vaisseau de 1^{er} cl (LT)

ens. de vais. de 2^e cl.

Ezoula Bagnina

pour le grade de l'enseigne de vaisseau de 2^e cl. (s/lt)

Badabon Y. Aklesso
Tchakorom Ado

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

pour le grade de lieutenant-colonel

chef d'escadron :

Douti Nantièb

pour le grade de chef d'escadron

capitaines :

LaoukpeSSI Pitalou-Ani
Ekoué Mensah

pour le grade de capitaine

lieutenant :

Tchéouaféi Badagnaki

pour le grade de lieutenant

s/lieutenants :

Boko Akila-Esso
Atti Abi

pour le grade de sous-lieutenant

Kondi Yao Kidighan
Yark Daméham.

Arrêté n° 2-D-PR-MDN du 17-1-91 — Les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1991.

INFANTERIE TOGOLAISE

pour le grade d'adjudant-chef

adjudants :

Alémon Alouan mle 0851 Escorte
Badjalibia Ayékinam mle 0484 R.S.A.
Adawopé Agbégnigan mle 0812 R.P.C.

pour le grade d'adjudant

sgts-chefs :

Djiounso Kodjovi mle 2235 E.M.G.
Longah Tétéra mle 1838 R.P.C.
Amouzou Mensah mle 2753 3° B.I.
Noumon Koffi mle 1205 Douane
Kola Ahoutou mle 0963 R.G.P.
Tcharié Baroubadi mle 2285 F.I.R.
Bello Souwadou mle 1765 R.P.C.
Akondo Aliassim mle 1945 R.P.C.
Sassou Akoutsé mle 1156 R.P.C.
Hounou Anani mle 1139 R.P.C.
Nimon Agama mle 0728 R.S.A.
Houndjago Komi mle 0932 E.M.G.
pour le grade de sergent-chef

sergents :

Tchitchikou Koffi mle 1220 R.S.A.
Egbélou Kpindjao mle 2515 R.G.P.
Adonkou Ekoué mle 2807 F.I.R.

Azi Agbényo mle 4130 3° B.I.
Ana-Tcha Takouda mle 0663 3° R.I.A.
Kolani Kansame mle 0775 4° R.I.A.
Gbédjéha Atidogou mle 3506 R.P.C.
Dénou Koffi mle 0563 1° B.I.
Tatchin Gbandi mle 1345 2° B.M.
Déotanta Bassémadoudé mle 2494 R.G.P.
Gnélo Tchikou mle 1944 2° R.I.A.
Béguédou Tagba mle 1957 3° R.I.A.
Doumékpé Koffi mle 0562 4° R.I.A.
Yao Balakiyéml mle 3974 R.P.C.
Amétépé Mawuéna mle 1823 R.P.C.
Kpéto Amè mle 3513 C.M.T.
Yiboe Komlan mle 4751 E.M.G.
Kégbao Alassani mle 2569 R.S.A.
Sakara Oudjajo mle 2710 1° B.I.
Aoufoh Daalé mle 42710 2° B.M.
Pignan Paya mle 1280 F.I.R.
Bidem N'Gbankola mle 1263 2° R.I.A.
Djokoto Adjoka mle 1130 3° B.I.
Kondikpa Kondi mle 1093 3° B.I.
Agboka Kossi mle 0610 3° R.I.A.
Abété Enam mle 1164 3° R.I.A.
Pounama Toyi mle 1028 4° R.I.A.
Senyéjji Amouzou mle 1031 R.P.C.
Makpadjo Outampi mle 1006 R.P.C.
Yaffa Gounyaniah mle 1068 R.P.C.
N'Tchabe Mabani mle 3880 R.P.C.
Moumouni Bawala mle 2600 C.M.T.
Ehon Ananou mle 1136 Douane
N'Dadia Plinga mle 0515 Douane
Dougah Birikana mle 1277 E.M.G.
Koudoyor Folly mle 3788 Esofat
Poko Léou-Abalo mle 7588 E.M.A.O.
Alaté Amègnona mle 0803 R.S.A.
Komi Kodjovi mle 1537 R.S.A.
Komou Palizi mle 4393 2° B.M.
Binanga Outambladja mle 4066 2° B.M.
Passaah Komi mle 1018 2° R.I.A.
Afo Gachi mle 4784 Esofat
Anaoui Magamana mle 0656 3° R.I.A.
Kokou Lakignan mle 0965 3° R.I.A.
Danatoma Bodjona mle 1600 3° R.I.A.
Konou Sénah mle 4234 F.I.R.
Kalaya Banafei mle 4367 F.I.R.
Batingue Mingolibe mle 5280 F.I.R.
Agbagnon Djiwossor mle 7567 E.M.A.O.
Nougbo Komébio mle 4663 3° B.I.
Falé Koffi mle 1866 3° B.I.
Fodassi Kodjovi mle 1526 3° B.I.
Ayéboua Folikpo mle 4128 3° B.I.
Kouakou Koami mle 1792 E.M.G.
Yempapou Issifou mle 3279 R.G.P.
Séidou Alassani mle 2744 R.G.P.
Lawson Koudahin mle 3523 R.P.C.
Etao Kodjo mle 3747 R.P.C.
Kolani Kokou mle 4558 R.P.C.
Kouatidja Yacoubou mle 4019 R.P.C.
Coco Tchakora mle 3733 R.P.C.
Gadagbé Bayaké mle 1531 R.P.C.
Lémou Atimou mle 3845 R.P.C.
Afo Daupoh mle 3634 R.P.C.
Kpéto Komlan mle 0939 R.P.C.
Agboméjji Vioto mle 1743 R.P.C.
Afangbéjji Mensah mle 1439 R.P.C.

Abao Filandé mle 1237 R.P.C.
 Enyavi Périmpè mle 0911 R.P.C.
 Nambiema Lochina mle 1378 Douane
 Tchédié Koffi mle 2658 Douane
 Adjasehoun Messah mle 2230 Douane
 Noumadénou Amétépé mle 1886 E.M.G.
 Kamouki Pakoussoum mle 2559 R.G.P.

pour le grade de sergent

caux et chefs :

Massoukpa Koffi mle 1545 2° R.I.A.
 Salifou Idi mle 1549 R.S.A.
 Babou Mensah mle 1454 E.M.G.
 Adjito Amidou mle 1559 3° R.I.A.
 Fadini Pouwily mle 1612 3° R.I.A.
 Barnabo Djabongué mle 1697 3° R.I.A.
 Adjidowe Tossou mle 1433 R.P.C.
 Kondo Anaté mle 1996 R.P.C.
 Zakari Ahoudou mle 2103 C.N.I.
 Abao Filandé mle 1237 R.P.C.
 Domtayi Sondou mle 1520 Enseignant
 Amégnagio Koffi mle 1507 Enseignant
 Télou Hodabalo mle 5257 R.G.P.
 Touka Walakiyém mle 2414 R.G.P.
 Faya Mawakiwé mle 3755 R.G.P.
 Mégaména Alafia mle 4248 F.I.R.
 Aboni Koffi mle 1436 R.S.A.
 Assima Mabaféi mle 1938 R.S.A.
 Daré Tchédre mle 2400 1° B.I.
 Alayi Widi mle 2343 R.G.P.
 Atté Kagnidé mle 11152 2° B.M.
 Atchouvi Kassafouné mle 2316 F.I.R.
 Badéma Abagoua mle 4313 2° R.I.A.
 Agbossoumondé Kokou mle 2224 3° R.I.A.
 Yakpa Malakswé mle 6978 R.P.C.
 Salifou Alassani mle 6819 Douane
 Kondi Kpal mle 6489 2° Bureau
 Awima Yao mle 4203 E.M.G.
 Mensah Akué mle 4656 E.M.G.
 N'Tchou Anani mle 2913 1° B.I.
 Télou Essonami mle 4936 E.M.A.O.
 Yaou Blaou mle 4540 R.S.A.
 Natradjou Yaovi mle 3465 R.S.A.
 Batokitara Saba mle 4323 R.S.A.
 Kasségné Kodjo mle 4229 R.S.A.
 Kagnaya Kpatcha mle 3079 R.G.P.
 Nadjo Soulémama mle 7540 F.I.R.
 Bokona Nika mle 1963 2° R.I.A.
 Agati Tchaa mle 10379 3° B.I.
 Maneh Oudjagbaim mle 6725 3° B.I.
 Mensah Elogo mle 3313 R.G.P.
 Drakey Mawulolo mle 3316 R.G.P.
 Salifou Abderrmane mle 3161 R.G.P.
 Tog'Bara Yandawa mle 6962 C.N.I.
 Mahama Hassan mle 10138 C.M.T.
 Datagni Kossi mle 6534 Douane
 Kapré Ayindo mle 7625 2° Bureau
 Tchalla Takouda mle 3354 R.G.P.
 Kpémoua Komi mle 3585 R.G.P.
 Ayénagbo Kouglénou mle 2312 F.I.R.
 Nassimongue Nalouqrdjoa mle 6032 F.I.R.
 Pinewayi Pitalanam mle 1891 1° B.I.
 Konso Parounam mle 6652 2° B.M.
 Boudeman Matingou mle 2461 2° B.M.
 Sabi Nintché mle 5362 2° B.M.

Agama Kpatcha mle 3644 2° B.M.
 Koulon Borozi mle 6668 2° B.M.
 Lambou Patchiyi mle 10607 2° Bureau
 Gnassingbé Dadja mle 10547 2° Bureau
 Lakassa Tchao mle 4243 2° Bureau
 Kpassira Koffi mle 3505 2° R.I.A.
 Tonou Kodjo mle 4259 2° R.I.A.
 Palazinon Kpéliki mle 4467 3° B.I.
 Djoua Koudjom mle 2554 3° B.I.
 Gbélo-Déou Passapsam mle 5722 3° B.I.
 Dotsé Kodjo mle 6107 3° B.I.
 Ezaki Padibalaki mle 4356 3° B.I.
 Madembina Daliwa mle 5157 R.S.A.
 Ouro Bitassi mle 4457 R.S.A.
 Kanaza Balakiyém mle 2560 R.S.A.
 Amah Toyi mle 2438 3° R.I.A.
 Assih Tchamdja mle 5264 3° R.I.A.
 Kéléou Matchatom mle 7381 3° R.I.A.
 Agounda Kato mle 4274 3° R.I.A.
 Viagbo Agbémakpo mle 4173 3° R.I.A.
 Halba Togaba mle 6585 3° R.I.A.
 Egbélou Alaza mle 4289 3° R.I.A.
 Siyele Tomata mle 6844 3° R.I.A.
 Okpaoul Yaovi mle 11484 C.M.T.
 Limazie Edjarè mle 4429 C.M.T.
 N'Daka Aloko mle 5487 C.M.T.
 Alibi N'Zonou mle 5830 R.P.C.
 Badabadi Essossinam mle 6089 R.P.C.
 Koumézro Komlan mle 3587 R.P.C.
 Lamboni Lardja mle 4024 R.P.C.
 N'Ganaba Digbougou mle 3856 R.P.C.
 Lassidala Badaka mle 6702 R.P.C.
 Boukouli Komlan mle 6520 R.P.C.
 Kpamégan Koffi mle 5781 R.P.C.
 Bonfo Yokoti mle 5712 R.P.C.
 Bayouma Tangbawa mle 6484 R.P.C.
 Gnamdja Gado mle 3762 C.N.I.
 Amégnran Anani mle 2759 Douane
 Kpakpo Kodjo mle 10151 R.S.A.
 Possian Kouassi mle 10148 R.S.A.
 Lawadan Kossi mle 12724 C.N.I.
 Akorigné Gnassito mle 4544 R.P.C.

pour le grade de caporal-chef

caporaux :

Tchoro Aotomaré mle 5426 3° B.I.
 Koumessi Kossi mle 4706 2° R.I.A.
 Arresse Kokpra mle 5445 3° R.I.A.
 Méatchi Egbafasso mle 1641 R.S.A.
 Okonoko Féidéi mle 5432 R.G.P.
 Ouro-Gouni Idrissou mle 1655 R.P.C.
 Batawila Koudéma mle 2487 3° B.I.
 Akpadja Komi mle 5896 4° R.I.A.
 Lamboni Djatok mle 7175 F.I.R.
 M'Bensaga Kalgora mle 5939 1° B.I.
 Adom Ali mle 5818 2° Bureau
 Ossah Yao mle 5797 2° R.I.A.
 Laré Kpakpandja mle 4564 3° R.I.A.
 Abdou Yacoubou mle 1510 R.S.A.
 Alaba Eyadjatom mle 3670 R.G.P.
 Pékpehou Essobozou mle 3890 R.P.C.
 Tchetché Yao mle 5223 3° B.I.
 Kombaté Paaki mle 5472 4° R.I.A.
 Kolani Trotikab mle 6020 1° B.I.
 Watou Badibalaki mle 4534 2° R.I.A.

Houngbo Kodjo mle 4146 3° R.I.A.
 Gado Tchagouni mle 4360 3° R.I.A.
 Sassa Amoda mle 1892 R.S.A.
 Wakiyou Gnoziou mle 4533 R.S.A.
 Bitho Tchamdja mle 2470 R.G.P.
 Kadanga Essozimna mle 4377 R.G.P.
 Dao Baroubo mle 3646 R.G.P.
 Agbagba Kénou mle 3474 R.P.C.
 Tchiyou Atchidè mle 3947 R.P.C.
 Boutchou Tchagolé mle 3721 R.P.C.
 Maglo Kokou mle 3525 R.P.C.
 Adoyi Séibou mle 2403 C.N.I.
 Tchassama Tchaou mle 4515 Douane
 Lochina Maman mle 4566 E.M.G.
 Hozo Banabéssé mle 7372 2° B.M.
 Agoro Essowavana mle 7836 2° B.M.
 Bassina Tchala mle 4209 2° R.I.A.
 Pereira Odjébié mle Efsopat
 Dadjou Lémégah mle 6443 E.M.A.O.
 Zialengo Dogbé mle 4677 3° R.I.A.
 Sondou Tchiou mle 4487 3° R.A.I.
 Akpawo Kodjo mle 4202 R.S.A.
 Bonfo Yacoubou mle 6518 R.G.P.
 Panla Tcha Pouli mle 3155 R.G.P.
 Aguiga Yao mle 2798 R.G.P.
 Katankpawa Yana mle 3828 R.P.C.
 Kagnaya Kinao mle 3836 R.P.C.
 Assari Zoumavor mle 1847 R.P.C.
 Laré Kangbéng mle 5479 C.N.I.
 Wilson Adjevi mle 3315 Douane
 Dégo Ousmane mle 7514 3° B.I.
 Bawanam Ankou mle 6481 3° B.I.
 Kpamsoukou Hègra mle 7394 4° R.I.A.
 Tchekpassi Kanadji mle 4525 F.I.R.
 Omourou Ousmane mle 4572 F.I.R.
 Magnang Essomézéou mle 4878 F.I.R.
 Aziati Kokou mle 2213 1° B.I.
 Kaké Kokou mle 5204 2° B.M.
 Yampapou Labdane mle 7836 2° Bureau
 Hélim Pitchada mle 4473 2° R.I.A.
 Koutangore Abalosso m mle 4407 3° R.I.A.
 Badjo Ali mle 4407 3° R.I.A.
 Agboka Komla mle 5113 R.S.A.
 Assah Soulémane mle 6998 R.S.A.
 Affo Issimola mle 5243 R.S.A.
 Wiyao Toyi mle 7500 R.S.A.
 Andjo Ménéwino mle 6387 R.G.P.
 Assih Kadanga mle 4849 R.G.P.
 Kanda Tchikita mle 2542 R.G.P.
 Kadissoli Yom mle 4388 R.G.P.
 Govina Assiki mle 2891 R.G.P.
 Nassougou Komi mle 1885 R.P.C.
 Adamah Folly mle 5815 R.P.C.
 Pakla Sotou mle 4461 R.P.C.
 Tchabana Tchassanti mle 8510 R.P.C.
 Tchassie Abalika mle 4927 C.N.I.
 Lamboni Kobéné mle 6253 Douane
 Kao Alou mle 4368 R.S.A.
 Kossi Tchiéka mle 2137 R.S.A.

pour le grade de caporal

soldats :

Adom Abissibié mle 4270 3° R.I.A.
 Lambere Tchelim mle 4244 3° R.I.A.
 Koroma Toi mle 8982 2° B.M.

Kadangawissi Essodina mle 6596 2° B.M.
 Koda Koffi mle 4233 2° R.I.A.
 Bassassam Kéla mle 4702 R.S.A.
 Tchaa Sogoyou mle 6899 R.S.A.
 Gnassingbé Essoyoméwé mle 9947 3° B.I.
 Tchessi Banabéssé mle 6951 F.I.R.
 Karoha Madabozi mle 3098 R.G.P.
 Panla Kokou mle 5371 R.G.P.
 Awesso Palakiyèm mle 6931 R.G.P.
 Ayissiki Ayékim mle 4303 1° B.I.
 Ali Abalo mle 4767 4° R.I.A.
 Kpoglo Yao mle 4157 4° R.I.A.
 Aronda Assinté mle 6054 2° Bureau
 Nassougou Adji mle 4734 C.M.T.
 Bilabam Napi-Sie mle 6501 R.P.C.
 Garba Bawoussam mle 6569 R.P.C.
 Walada Tcha mle 5612 R.P.C.
 Klouvi Kossi mle 5728 R.P.C.
 Piou Koffi mle 5862 R.P.C.
 Saguintaah Stotoma mle 9073 C.N.I.
 Kapi Hamadi mle 8599 E.M.G.
 Lakoussan Tèko mle 2266 3° R.I.A.
 Kézifé Essohanam mle 6632 3° R.I.A.
 Kaglan Koffi mle 4228 2° B.M.
 Kodjotsè Edoh mle 4237 2° B.M.
 Dao Kalao mle 5878 2° R.I.A.
 Noumonvi Yédjénou mle 7703 R.S.A.
 Dogbétsogbé Koffi mle 4352 R.S.A.
 Sindjalim Bikinolou mle 8080 R.S.A.
 Diatom Koumeri mle 6545 3° B.I.
 Troveh Koffi mle 9778 3° B.I.
 Awandi Zoumaro mle 7309 F.I.R.
 Maébéna Batoguihala mle 7405 F.I.R.
 Bakoldé Bèba mle 6205 R.G.P.
 Gnakolamba Héwa mle 6575 R.G.P.
 Ahoulmi Toyi mle 6344 R.G.P.
 Sébabi Alidou mle 10706 4° R.I.A.
 Kpamsa Djamsa mle 7785 2° Bureau
 Makpodjo Nandine mle 6727 R.P.C.
 Arouna Abdoulaye mle 5847 R.P.C.
 Tchandikou Gbati mle 5988 R.P.C.
 Banassim Akpéga mle 3562 R.P.C.
 Akpagnayou Essowè mle 6347 R.P.C.
 Kéidja Abdouderman mle 3800 R.P.C.
 Bikozi Manguizani mle 8912 C.N.I.
 Mokou Kossi mle 6733 Douane
 Misseley Kokou mle 4731 E.M.G.
 Alfa Sématchao mle 4470 3° R.I.A.
 Ananga Ali mle 4782 3° R.I.A.
 Dansou Atsu mle 4136 3° R.I.A.
 Bawa Kodjo mle 8780 2° B.M.
 Adaké Agouda mle 5237 2° B.M.
 N,Dah Tcha mle 9178 2° B.M.
 Takougnadi Tchao mle 4494 2° R.I.A.
 Bamila Kayidéwa mle 5868 Efsopat
 Pékemi Toi mle 5736 E.M.I.A.
 Akondo Tchadou mle 6353 R.S.A.
 Gnalo Akossi mle 5469 R.S.A.
 Yarkoa Boumbouqti mle 7084 R.S.A.
 Palla Patouani mle 5370 R.S.A.
 Bawa-Dje Tamaka mle 7898 R.S.A.
 Pékemi Toi mle 5736 R.S.A.
 N'Gnama Melewé mle 10649 R.S.A.
 Tangbadja Napo mle 6881 R.S.A.
 Agba Gado mle 5245 R.S.A.

Gnani Djorré mle 7366 F.I.R.
 Kourfanga Abalo mle 7528 F.I.R.
 Eyou Kossogbé mle 7225 F.I.R.
 Attoro Naroko mle 2945 R.G.P.
 Adjoute Kossi mle 5439 R.G.P.
 Ali Eglou mle 2430 R.G.P.
 Aloula Tcha mle 6372 R.G.P.
 Tchabi Makoudja mle 7474 1° B.I.
 Dermane Mamoudou mle 2491 4° R.I.A.
 Niman Tcha mle 10657 4° R.I.A.
 Nambouri Lari mle 8208 2° Bureau
 Lomégnon Djifa mle 7687 2° Bureau
 Agbé Tchalla mle 5819 C.M.T.
 Koumaï Assouma mle 3820 R.P.C.
 Atakora Matayassi mle 5267 R.P.C.
 Ganékpa Koffi mle 3758 R.P.C.
 Djakobik Sinandja mle 7014 R.P.C.
 Ouro Agouda Foudou mle 5377 R.P.C.
 Kalao Essossimna mle 6605 R.P.C.
 Salifou Soradji mle 5801 R.P.C.
 Edjéhou Yao mle 7937 R.P.C.
 Bidjandi Sim-Ibozou mle 6478 R.P.C.
 Etou Kossivi mle 5775 R.P.C.
 Awidina Aklesso mle 9401 C.N.I.
 Tazou Polopéné mle 6687 Douane
 Pali Essotounoum mle 2637 3° R.I.A.
 Kpouporka Kpatchine mle 7392 3° R.I.A.
 Sama Bouwè mle 4479 3° R.I.A.
 Egbaré Bohomonon mle 5302 2° B.M.
 Patchidi Massama mle 9055 2° B.M.
 Massina Akindou mle 9511 2° B.M.
 Kao Kézé mle 8726 2° B.M.
 Badjalim Kann mle 7876 R.S.A.
 Koussaté Nakwaké mle 7529 R.S.A.
 Djondo Koffigan mle 7154 R.S.A.
 Agbédinou Komlan mle 4697 R.S.A.
 Tchambi Agouda mle 4508 R.S.A.
 Govina Koudjowou mle 4062 3° B.I.
 Balabadi Safiou mle 10280 3° B.I.
 Komna Alaza mle 7525 3° B.I.
 Dongawa Issaka mle 10517 3° B.I.
 Kédou Pawana mle 10569 3° B.I.
 Dongo Djibrila mle 5772 3° B.I.
 Tchakpala Koffi mle 7480 3° B.I.
 Adokpo Monganou mle 7124 F.I.R.
 Assifrnou Kodjovi mle 8324 F.I.R.
 Lambon-Laré Siabina mle 7530 F.I.R.
 Koudjohou Napo mle 8278 F.I.R.
 Biyao Akpo mle 7345 F.I.R.
 Tchassoto Gnéné mle 7485 F.I.R.
 Akpa Itchérim mle 6355 R.G.P.
 Adom Yao mle 6180 R.G.P.
 Barry Soumai mle 8590 R.G.P.
 Azia Batébana mle 3603 R.G.P.
 Datotani Badibalaki mle 3746 R.G.P.
 Moda Badakoa mle 4443 1° B.I.
 Bonfo Dantin mle 4345 1° B.I.
 Adoko Padanelélé mle 8843 4° R.I.A.
 Biyali Kissao mle 11329 4° R.I.A.
 Bamazi Tcha mle 8898 4° R.I.A.
 Katado Komi mle 7776 2° Bureau
 Billy Mikéna mle 7755 2° Bureau
 Ousseye Hachimou mle 9531 C.M.T.
 Magnesseting Bagrambé mle 5793 R.P.C.
 Minza Tchindié mle 5653 R.P.C.

Laré Tintiogou mle 7038 R.P.C.
 Otoudé Yaovi mle 5798 R.P.C.
 Bola Bakou mle 6515 R.P.C.
 Batcho N'Djam mle 6620 R.P.C.
 Bagniza Lakigna mle 6447 R.P.C.
 Ouguilé Manwène mle 9038 C.N.I.
 Lachayor Akpéla mle 9825 E.M.G.
 Gbégiho Yao mle 7229 E.M.G.
 Ahoudé Ayékato mle 5550 3° R.I.A.
 Agbagla Dévo mle 4112 3° R.I.A.
 Djimba Awesso mle 2503 3° R.I.A.
 Tchasso Essozimna mle 9116 2° B.M.
 Pito Kokou mle 9544 2° R.I.A.
 Atcho Bédouéno mle 8703 2° R.I.A.
 Watara Baba mle 5386 E.M.I.A.
 Dégo Koffi mle 5193 E.M.I.A.
 Amégnibo Ezin mle 5698 R.S.A.
 Voutara Baba mle 5386 R.S.A.
 Sombogou Napo mle 7552 R.S.A.
 Maganawé Binawé mle 7406 R.S.A.
 Kondoh Saibou mle 4872 F.I.R.
 Aquitème Koudjo mle 7215 F.I.R.
 Samie Abalo mle 4480 F.I.R.
 Kagnatou Tawéléssi mle 6603 R.P.C.
 Gbati Gnandi mle 5894 R.P.C.
 Ayindo Nadjombé mle 5708 R.P.C.

à l'emploi de 1re classe

soldats de 2° cl :

Midi Kodjo mle 8369 R.P.C.
 Wani Koffi mle 5434 R.G.P.
 Wambakpete Torodjena mle 9124 2° R.I.A.
 Fiawofia Kokou mle 9231 2° R.I.A.
 Djagba Migouba mle 8171 2° Bureau
 Takpal Tenkouta mle 8103 2° Bureau
 Toare Sawourliè mle 10125 1° B.I.
 Dawa Kossa mle 6535 R.P.C.
 Adjoda Tcha mle 3618 R.P.C.
 Tagba Tchallim mle 6876 R.P.C.
 Ali Ouro Bossi mle 10403 3° B.I.
 Simblissi Kpatcha mle 9090 3° B.I.
 Pinda Kossi mle 10687 C.M.T.
 Bagna Dao mle 9908 R.S.A.
 Mosso Kpapo mle 9517 R.S.A.
 Wadja Wadjolé mle 8143 F.I.R.
 Borozé Kloudoubou mle 8442 F.I.R.
 Mosso Kpapo mle 9517 E.M.I.A.
 Bénéza Komlan mle 9810 2° B.M.
 Kolobh Kpapo mle 7363 4° R.I.A.
 Affo Tchabi mle 11214 4° R.I.A.
 Atoukoumala Alouandjou mle 4948 3° R.I.A.
 Akouzou Simdéidjéou mle 11224 3° R.I.A.
 Toguéfaya Nidoya mle 6896 Douane
 Yacouba Kossi mle 6300 Douane
 Bilabina Essohanam mle 8913 R.G.P.
 Anny Koffi mle 2429 R.G.P.
 Djonangnim Bikoubinma mle 2497 R.G.P.
 Edjamtou Mawouna mle 2517 R.G.P.
 Gnakadé Katanga mle 2523 R.G.P.
 Bayamina Koudalina mle 9419 2° R.I.A.
 Gbénouga Coudjo mle 9234 2° R.I.A.
 N'Yiwamé N'Gbambé mle 11480 2° R.I.A.
 Mensah Adjété mle 9783 1° B.I.
 Afo Komi mle 8758 R.P.C.
 Djato Pari mle 10510 R.P.C.

- Simléwa Madanabitabou mle 5966 R.P.C.
 Tagba Abalo mle 5401 3° B.I.
 Kponouglo Mensah mle 10223 3° B.I.
 Séritchi M'Magma mle 9560 3° B.I.
 Akondo Sama Zato mle 7844 R.S.A.
 Sékou Tchao mle 9558 R.S.A.
 Dassague Ouèbo mle 9143 R.S.A.
 Azouma Kossi mle 7144 F.I.R.
 Agba Essolakina mle 7280 F.I.R.
 Nimon Mehéinoyou mle 9033 2° B.M.
 Ouro-Djow Balanfala mle 11487 4° R.I.A.
 Lamboni Danour mle 11022 4° R.I.A.
 N'Djana Abozisso mle 6748 3° R.I.A.
 Kondo Sinam mle 6651 Douane
 Komlan Yao mle 2540 R.G.P.
 Adahou Tchaa mle 3322 R.G.P.
 Agoh Awi mle 2985 R.G.P.
 Akué Adovi mle 2789 R.G.P.
 Dotto Djiwonou mle 8786 2° R.I.A.
 Ayité Akouété mle 8260 2° R.I.A.
 Alaza Kodjo mle 11068 2° R.I.A.
 Mabaféi Kpalou mle 9984 1° B.I.
 Binidi Pakozim mle 9921 1° B.I.
 Tchamie Madidoma mle 5983 R.P.C.
 Abalo Yoma mle 9404 R.P.C.
 Batouzi Kodjo mle 9220 R.P.C.
 Ekoué Tékovi mle 9743 3° B.I.
 Nana Atié mle 10108 3° B.I.
 Awanga Akarim mle 9398 3° B.I.
 Tchatakora Issoufa mle 9114 R.S.A.
 Bitchoutogbé N'Tèbè mle 10486 R.S.A.
 Gnandi Kossi mle 6572 R.S.A.
 Kpatcha Koffi mle 8798 R.S.A.
 Sama Kpatcha mle 8378 F.I.R.
 Agbisso Komaté mle 7282 F.I.R.
 Eomboula Tamadja mle 7909 F.I.R.
 Nima Kossi mle 8808 Efsoufat
 Adjossi Essokpèm mle 9360 2° B.M.
 Alfa Fousséni mle 7852 4° R.I.A.
 Bouyo Eyouvéiréou mle 10500 4° R.I.A.
 Aloï Patchona mle 11255 4° R.I.A.
 Lidaouféi Komlan mle 5349 3° R.I.A.
 Akati Awa mle 4280 3° R.I.A.
 Klika Yaovi mle 4232 3° R.I.A.
 Yenté Kolgna mle 6981 Douane
 Tanoféi Talména mle 6885 Douane
 Ezao Pegbézim mle 3043 R.G.P.
 Bérékou Kokou mle 3027 R.G.P.
 Kombaté Sambiani mle 11679 2° R.I.A.
 Napo-Agba Alaza mle 9217 2° R.I.A.
 Bawa Manambi mle 8906 2° R.I.A.
 Ouagbin Alassane mle 7704 2° Bureau
 Kaboussa Wonganam mle 9954 E.M.A.O.
 Lamboni Kangbalo mle 10098 1° B.I.
 Mihéayé Toto mle 3527 R.P.C.
 Afio Kpataré mle 10378 R.P.C.
 Agolo Kodjo mle 10988 3° B.I.
 Nyakossi Eleda mle 9844 C.M.T.
 Baka Tchelim mle 9410 R.S.A.
 Badjalimbé Yaovi mle 4314 R.S.A.
 Dandjoaré Soumana mle 7513 F.I.R.
 Daro Kondi mle 7347 F.I.R.
 Agbadao Moulo mle 9132 2° B.M.
 Kodjo Atsutsè mle 5206 4° R.I.A.
 Kpely Sénam mle 7242 4° R.I.A.
 Nayo Koffi mle 4251 3° R.I.A.
 Omourou Abdoulaye mle 10100 3° R.I.A.
 Nadjombé Boulgou mle 8027 Douane
 Anama Koffi mle 3994 R.G.P.
 Baglima Yedina mle 4322 R.G.P.
 Pali Koffi mle 9050 R.G.P.
 Abalo Bilakani mle 2984 R.G.P.
 Goumbila Omorou mle 9626 2° R.I.A.
 Tchamie Magnim mle 9106 2° R.I.A.
 Tchamdja Kwamé mle 9343 2° R.I.A.
 Soghoi Somiabalo mle 11541 2° R.I.A.
 Amavi Etsé mle 9700 1° B.I.
 Ahonto Komi mle 9708 1° B.I.
 Konou Kossi mle 9324 1° B.I.
 Ekpere Yao mle 10525 R.P.C.
 Naméka Tatame mle 9188 R.P.C.
 Badjao Wiyao mle 6442 R.P.C.
 Djabame Milibe mle 6010 R.P.C.
 Awadé Toi mle 5837 R.P.C.
 Tchakara Assoumaila mle 10734 C.N.I.
 Eakai Mawounesso mle 10451 3° B.I.
 Tchédre Tchakondo mle 10751 3° B.I.
 Nadjombé Kpapou mle 9998 3° B.I.
 Adohoun Ayéwubo mle 8755 C.M.T.
 Kpendi Anani mle 7692 R.S.A.
 Awesso Nika mle 10439 R.S.A.
 Kpohou Tèi mle 9002 R.S.A.
 Akézou Tagba mle 9376 R.S.A.
 Bawouéna Tchao mle 9418 R.S.A.
 Mizou Paoulinémomé mle 9019 R.S.A.
 Adjalimbasse Martcha mle 8158 F.I.R.
 Oume Llili mle 8376 F.I.R.
 Zato Morou mle 966 E.M.I.A.
 Dzisseawo Komi mle 9814 2° B.M.
 Djibom Tohinou mle 9228 2° B.M.
 Bali Toyi mle 6458 2° B.M.
 Kokoaye Koffi mle 10211 4° R.I.A.
 Djabakatye Daboya mle 11646 4° R.I.A.
 Kolani Douti mle 4559 4° R.I.A.
 Wanwan Komlan mle 10346 4° R.I.A.
 Téou Alakabaki mle 10762 4° R.I.A.
 Koudatsi Ghagnon mle 10325 4° R.I.A.
 Boukari Komlan mle 8264 3° R.I.A.
 Daré Gnandi mle 7346 3° R.I.A.
 Tchéli Badjagoma mle 6948 Douane
 Palanga Kpatcha mle 6778 Douane
 Béléi Abalo mle 3015 R.G.P.
 Akomoulo Tchaouta mle 3228 A.G.P.
 Amidou Séidou mle 3328 R.G.P.
 Essie Wéré mle 3042 R.G.P.
 Alfa Sizing mle 2989 R.G.P.
 Gnamassou Abi mle 3051 R.G.P.
 Attoyodi Kossi mle 2969 R.G.P.
 Péléi Simfeitchéou mle 9058 2° R.I.A.
 Obakou Komlan mle 9331 2° R.I.A.
 Tinankpa Saflanou mle 8136 2° R.I.A.
 Mamah Moumouni mle 8013 2° Bureau
 Tchatcharazi Bang'Na mle 9113 E.M.A.O.
 Wadja Biome mle 10126 1° B.I.
 Timaté Kpatéka Komi mle 10124 1° B.I.
 Mamah Séibou mle 5641 R.P.C.
 Kékérika Kpalou mle 6628 R.P.C.
 Kangara Tdagnioubo mle 6815 R.P.C.
 Nagnoudo Pogninibo mle 10884 R.P.C.

Dogbé Kodjo mle 6223 R.P.C.
 Assih Balakiyém mle 8872 R.P.C.
 Sambiani Lari mle 6037 R.P.C.
 Sébabi Nouhoun mle 10704 3° B.I.
 Kézié Komlan mle 8792 3° B.I.
 Tagba Kaptcha mle 10350 3° B.I.
 Konon Mega mle 9830 3° B.I.
 Tchopnda Kpalma mle 10517 3° B.I.
 Aloupha Kossi mle 5754 R.S.A.
 Gnama Litto mle 10206 R.S.A.
 Ouadja Bidom mle 9036 R.S.A.
 Yanwo Agba mle 9599 R.S.A.
 Tchamouza Bidénam mle 7483 F.I.R.
 Djéri Agba mle 8452 F.I.R.
 Akourakou Messan mle 9378 Efsopat
 Ezzo Mendabozi mle 8940 E.M.I.A.
 Souley Salam mle 9337 2° B.M.
 Atsou Ayéfounè mle 8256 4° R.I.A.
 Zozo Messah mle 10250 4° R.I.A.
 Tchakora Kpéléou mle 10736 4° R.I.A.
 Kpégouni Ouro-Nilé mle 10602 4° R.I.A.
 Sourou Komlan mle 8549 4° R.I.A.
 Kini Komlan mle 10315 4° R.I.A.
 Cunare Agrou mle 12575 4° R.I.A.
 Bakouyosso Kédou mle 6456 3° R.I.A.
 Kérendjoua Manawè mle 6631 3° R.I.A.
 Kolombia Wentita mle 6669 Douane
 Karabou Komi mle 6615 Douane
 Gnanza Songhaï mle 6232 Douane
 Simtadoa M'Béna mle 6273 R.G.P.
 Abeda Anaessode mle 6314 R.G.P.
 Tagba Tchao mle 3215 R.G.P.
 Tanan Toumiè mle 3214 R.G.P.
 Tchakala Fousséni mle 3195 R.G.P.
 Agbétiwi Aïssa mle 6334 R.G.P.
 Tchassanti Bozinamso mle 3206 R.G.P.
 Tontongou Soulémame mle 3278 R.G.P.
 Woboto Alidou mle 2926 R.G.P.
 Yoki Zato mle 3224 R.G.P.
 Gone Kossi mle 11991 2° R.I.A.
 Sama Essoyékiéni mle 11525 2° R.I.A.
 Amah Djidhondama mle 9384 2° R.I.A.
 Tarata Lenga mle 8825 2° R.I.A.
 Ayégbémi Kodjo mle 9522 2° R.I.A.
 Idrissou Yaya mle 7679 2 Bureau
 Kpéka Tchadja mle 8999 1° B.I.
 Abou Akondo mle 9352 1° B.I.
 Anaté Adjakitam mle 5846 R.P.C.
 Djabakatie Akiboro mle 7011 R.P.C.
 Sama Tchakora mle 8068 R.P.C.
 Kpatcha Hardina mle 5915 R.P.C.
 Ady Fala mle 9362 R.P.C.
 Akondo Zouloukoulou mle 5752 R.P.C.
 Alou Tchilabalo mle 8861 R.P.C.
 Badjagoma Tchessia mle 5857 R.P.C.
 Pouatane N'Koutakoumi mle 8094 R.P.C.
 Dao Kalao mle 6539 3° B.I.
 Zoumaro Abibou mle 10249 3° B.I.
 Kpandang Essoyomqewè mle 10598 3° B.I.
 Issifou Bassirou mle 9320 R.S.A.
 Tougoma Madjambou mle 9344 R.S.A.
 Nakpana Lifan mle 9023 R.S.A.
 Koubogou Niblongue mle 8187 F.I.R.
 Tchédéré Kondi mle 7194 F.I.R.
 Mnsah Yaovi mle 7177 F.I.R.

Lawani Mahamouda mle 9258 E.M.A.O.
 Harenga Sabaga mle 9403 E.M.A.O.
 Otote Awro mle 10110 2° B.M.
 Bassa Koffi mle 3706 2° B.M.
 Palou Massénoyou mle 8812 2° B.M.
 Katanga Awoki mle 12256 4° R.I.A.
 Tiem Lamoutidja mle 10122 4° R.I.A.
 Télou Essolizam mle 10758 4° R.I.A.
 Biallé Lené mle 11638 4° R.I.A.
 Kollah Koutchoukabalo mle 11412 4° R.I.A.
 Yaya Sahirou mle 11603 4° R.I.A.
 Folly Ekoué mle 10985 4° R.I.A.
 Tagba Tchabialo mle 11550 4° R.I.A.
 Poronkom Kossi mle 6868 3° R.I.A.
 Lapotine Mantia mle 4965 3° R.I.A.
 Kpenina Radiwa mle 6669 Douane
 Samkpa Tchédié mle 6228 Douane
 Youma Fassoulba mle 6983 Douane
 Bakana Kodjo mle 7655 Douane
 Assembe Sadjou mle 3358 R.G.P.
 Ayivon Komlangan mle 2795 R.P.C.
 Néglokpé Akouété mle 2843 R.P.C.
 Atchactélou Apoukim mle 3227 R.P.C.
 Tchabana Tchédéré mle 3189 R.P.C.
 Baramna N'Fétiga mle 3335 R.G.P.
 Doni Anani mle 3038 R.G.P.
 Amah Pabanam mle 11071 2° R.I.A.
 Bako Abadjo mle 11301 2° R.I.A.
 Béguemsi Solim mle 9306 2° R.I.A.
 Abiou Batanta mle 7732 2° Bureau
 Namyabé Damtaré mle 9842 1° B.I.
 Tabiré Nadi mle 10038 1° B.I.
 Kpohou Kibalo mle 5926 R.P.C.
 Tchona Kodjo mle 5609 R.P.C.
 Assiki Pidénébiyo mle 3647 R.P.C.
 Kpapo Kpatcham mle 5914 R.P.C.
 Djéri Nikabou mle 5886 R.P.C.
 Napo Gnofam mle 9026 R.P.C.
 Aglago Kokou mle 5693 R.P.C.
 Gbati Gnandi mle 10538 3° B.I.
 Ossey Kodjo mle 2916 3° B.I.
 Amégan Bessan mle 10174 3° B.I.
 Nagna Komlan mle 2262 3° B.I.
 Laré Bienbé mle 10100 3° B.I.
 Ouyi Gbandi mle 9532 R.S.A.
 Adagbé Koumai mle 11035 R.S.A.
 Gaffou Zakari mle 9448 R.S.A.
 Sékou N'Tana mle 9559 R.S.A.
 Alonou Kossivi mle 9383
 Djisséglo Ayikoé mle 7666 F.I.R.
 Bruce Ahlonko mle 8444 F.I.R.
 Donou Yao mle 8272 F.I.R.
 Sondou Kossi mle 9563 E.M.I.A.
 Abina Pahamétou mle 9868 2° B.M.
 Péré Bawibadi mle 9768 2° B.M.
 Batchassi Sama mle 11318 4° R.I.A.
 Boumissa Botobawi mle 11340 4° R.I.A.
 Kalipé Djimessa mle 10999 4° R.I.A.
 Sotou Kokou mle 11543 4° R.I.A.
 Tinakpa Traoré mle 6961 3° R.I.A.
 Bana Agnidouféi mle 6864 3° R.I.A.
 Koupokpa Binantifame mle 7391 3° R.I.A.
 Samie Essohanam mle 8069 Douane
 Noviwoto Kokou mle 7797 Douane
 Djagri Tékaï mle 2817 R.G.P.

- Dissoh Kondoté mle 3239 R.G.P.
 Gnama Koumaï mle 3049 R.G.P.
 Gnoumbli Londja mle 3361 R.G.P.
 Kisseme Komi mle 3089 R.G.P.
 Koudolim Tcha mle 3069 R.G.P.
 Kadakpé Kpinlo mle 3064 R.G.P.
 Kondoou Bagoubadi mle 3067 R.G.P.
 Alassane Tchandikou mle 9380 R.G.P.
 Laba-Kanta Koukou mle 11020 R.G.P.
 Pakouki Essosimna mle 11497 R.G.P.
 Wigama Fondou mle 11598 R.G.P.
 Sodja Kodjovi mle 7714 2° Bureau
 Gnassingbé Kpapou mle 6578 E.M.A.O.
 Koumaï Gnamagnan mle 9491 1° B.I.
 Agodé Atta mle 9878 1° B.I.
 Witana Komlan mle 9862 1° B.I.
 Katanga Boyodi mle 5902 R.P.C.
 Kéléou Essobyou mle 8969 R.P.C.
 Aloula Kossi mle 6371 R.P.C.
 Atchou Kagnindé mle 10438 R.P.C.
 Assiléou Komlan mle 5704 R.P.C.
 Folikoé Kossi mle 5720 R.P.C.
 Attila Komlan mle 5762 R.P.C.
 Adjoda Madjakiadédé mle 5817 R.P.C.
 M'Bélou Toyi mle 5938 3° B.I.
 Gbémou Kodjo mle 6230 3° B.I.
 BoukpeSSI Batamassiyè mle 6522 3° B.I.
 Ouro-Sama Sato mle 10671 3° B.I.
 Logo Amédé mle 8737 R.S.A.
 Kisseme Kodjo mle 9477 R.S.A.
 Karamoukpin Moussilim mle 7024 R.S.A.
 Poukloube Essotom mle 9545 R.S.A.
 Oudanou Mintré mle 9666 R.S.A.
 Bimizi Pakénam mle 8529 F.I.R.
 Folly Koffi mle 7672 F.I.R.
 Améléte Kodjo mle 9385 2° B.M.
 Karka Adji mle 10089 2° B.M.
 Toundé Adéladjou mle 9281 2° B.M.
 Ouro-Goma Bawadjeona mle 11488 4° R.I.A.
 Pandao Hodabalo mle 11500 4° R.I.A.
 Issifou Awalé mle 11389 4° R.I.A.
 Moumouni Makaila mle 12334 4° R.I.A.
 Dazamossi Bodé mle 11643 3° R.I.A.
 Aloua Atoyodi mle 4228 3° R.I.A.
 Kondélayo Kissikoumé mle 3245 R.G.P.
 Kambmaré Djafoiré mle 3241 R.G.P.
 Kouakoudji Kossivi mle 2896 R.G.P.
 Kao Abozi-Esso mle 3342 R.G.P.
 Lakignana Maguéténa mle 3107 R.G.P.
 Mouzou Tchao mle 3117 R.G.P.
 Nimon Tchao mle 3122 R.G.P.
 Potcholi Toyi mle 3145 R.G.P.
 Tébie Pohognaki mle 8109 2° Bureau
 Apénouvon Koumolé mle 9216 1° B.I.
 Sakan Sourou Ayéwa mle 9553 1° B.I.
 Batchassi Abalo mle 3699 R.P.C.
 Yembam Yenten mle 6040 R.P.C.
 Pidamon Téfé mle 8088 R.P.C.
 Danidakou Katanga mle 10505 3° B.I.
 Ati Ali mle 8891 3° B.I.
 Gnoufougou Kodjo mle 10830 3° B.I.
 Ouro Gafou Issimailou mle 10667 3° B.I.
 Nama Amadou mle 9641 R.S.A.
 Yanna Madjouga mle 10771 R.S.A.
 Kourvédou Kouami mle 7694 R.S.A.
 Mizi Abalo mle 7792 F.I.R.
 Egbaré Katanga mle 8457 F.I.R.
 N'Garabé Nagbidja mle 7428 F.I.R.
 Tan Ang Komna mle 10725 Efsopat
 Akakpovi Kossivi mle 9210 E.M.I.A.
 Possolna Tantékédi mle 9063 2°
 Awesso Essobozoubè mle 8887 2e E.M.I.A.
 Bawe Abalo mle 9914 2° E.M.I.A.
 Kounka Lapougouni mle 10856 4° R.I.A.
 Ani Komi mle 10417 4° R.I.A.
 Djikoussodé Yao mle 11834 4° R.I.A.
 Konon Komlan mle 10322 4° R.I.A.
 Batcho Kondja mle 4132 3° R.I.A.
 Mélé Essomanda mle 9515 3° R.I.A.
 Omorou Seydou mle 7549 3° R.I.A.
 Ayéva Tchalaki mle 6428 3° R.I.A.
 Pali Tchamiè mle 2633 3° R.I.A.
 Pérézima Yao mle 3144 R.G.P.
 Sambiani N'Dengué mle 3271 R.G.P.
 Tchandikou Kossi mle 3176 R.G.P.
 Aba Djobo mle 4779 R.G.P.
 Kao Bawoumondom mle 5322 R.G.P.
 Siou Kao mle 5396 R.G.P.
 Ali Eyabana mle 8322 R.G.P.
 Abinon Kpaten mle 8580 R.G.P.
 Pouyan Ouadja mle 7452 R.G.P.
 Bidaly Abalo mle 3698 R.G.P.
 Ritye Yao mle 3564 R.G.P.
 Potchona Eyondekedi mle 3891 R.G.P.
 Wele Maboué mle 6153 R.G.P.
 Bilaou Kao mle 8438 R.G.P.
 Balaléna Massimayem mle 8333 R.G.P.
 Tchandja Yao mle 9572 2° R.I.A.
 Sona Koutoura mle 9085 2° R.I.A.
 Koutchangou Tanouta mle 9164 2° R.I.A.
 Kombiani N'Sakméni mle 11680 2° R.I.A.
 Bidjaki Dédéle mle 11325 2° R.I.A.
 Brimiti Kodjo mle 11189 2° R.I.A.
 Ali-Koura Tchabouwè mle 7850 2° R.I.A.
 Tchanghai Eyouyobotoki mle 8124 2° R.I.A.
 Kouyele Abaloféi mle 7100 2° R.I.A.
 Ahé Koudjo mle 9800 1° B.I.
 Ouadja Koundobé mle 9037 1° B.I.
 Kpamborga Bassaga mle 9976 1° B.I.
 Agbior Ananandolo mle 3993 R.P.C.
 Ségbégnon Agbéma mle 10345 R.P.C.
 Pato Aklesso mle 5954 R.P.C.
 Alassani Fousséni mle 9135 R.P.C.
 Télou Abasse mle 5660 R.P.C.
 Awilaba Kossi mle 5838 R.P.C.
 Ekpaou Assoyabè mle 6560 3° B.I.
 Hountodji Etsé mle 7678 3° B.I.
 Moignima Kondja mle 10629 3° B.I.
 Ouro Ali mle 9528 3° B.I.
 Djobo Moussari mle 6553 3° B.I.
 Kably Tchilabalo mle 11390 C.M.T.
 N'Guissan Kokou mle 7547 R.S.A.
 Akpanlao Koudjime mle 9602 R.S.A.
 Tchissi Hadalimba mle 8219 R.S.A.
 Thon Sagbo mle 9118 R.S.A.
 Nahai Yaidjoma mle 7422 F.I.R.
 Akpako Ayité mle 7129 F.I.R.
 Bakéna Rassa mle 7146 F.I.R.
 Odjo Koudjo mle 7254 F.I.R.
 Kpanté Tchein mle 8002 F.I.R.

Tagba Kpalo mle 9338 E.M.I.A.
 Kao Essodina mle 9473 E.M.I.A.
 Mawéna Kossivi mle 8806 2° B.M.
 Sosso Essobiyou mle 9086 2° B.M.
 Kagnidakou Koffi mle 9321 2° B.M.
 Pétéma Tétchéwa mle 11161 4° R.I.A.
 Loukou Adjiboè mle 10614 4° R.I.A.
 Afagnigbé Kodjo mle 11790 4° R.I.A.
 Adom Mondjenesso mle 12072 4° R.I.A.
 Donguilam Toyi mle 11359 4° R.I.A.
 Paroubénin Amouki mle 11501 4° R.I.A.
 Fofana Issifou mle 12227 4° R.I.A.
 Loma Komlan mle 11454 4° R.I.A.
 Bakpessi Dadja mle 10462 4° R.I.A.
 Yacoubou Issifou mle 11188 4° R.I.A.
 Yacoubou Aboubakar mle 11600 3° R.I.A.
 Balouki Essoméwouna mle 11305 3° R.I.A.
 Magamana Assali mle 4246 3° R.I.A.
 Baknampar Laré mle 7509 3° R.I.A.
 Kokoutsè Néyi mle 4236 3° R.I.A.
 Tsohlo Kodjo mle 6152 R.G.P.
 Dao Pahamtom mle 6537 R.G.P.
 Alafia Eyonféiréou mle 6356 R.G.P.
 Djima Kodjo mle 8343 R.G.P.
 Egbaré Maleziwé mle 8458 R.G.P.
 Gbozi Matanani mle 8467 R.G.P.
 Laoudjon Sodona mle 9502 R.G.P.
 Soba Essodéké mle 8544 R.G.P.
 Dissani Yembeati mle 9145 R.G.P.
 Tantiba Koba mle 3919 R.G.P.
 Kako Douena mle 3807 R.G.P.
 Gnamassou Passiguim mle 11374 2° R.I.A.
 Doleme Komlan mle 8126 2° R.I.A.
 Kaoulo-Abe Kodjo mle 11395 2° R.I.A.
 Nabiyou Yaou mle 11472 2° R.I.A.
 Agro Abdoulatif mle 11226 2° R.I.A.
 Walla Pagnani mle 11593 2° R.I.A.
 Lallé Layialibe mle 10978 2° R.I.A.
 Djagbo Kodjo mle 11692 2° R.I.A.
 Miloga Toura mle 11465 2° R.I.A.
 Nadjar Kombaté mle 8206 2° Bureau
 Nambiéma Issa mle 8207 2° Bureau
 Diato Koffi mle 7932 2° Bureau
Agbendjia Eyoudéliki mle 7833 2° Bureau
 bianou mareyourou mle 9919 E.M.A.O.
 Maman Souradji mle 11458 E.M.A.O.
 Adéwi Padassim mle 9870 1° B.I.
 Zanchior Kokiouvi mle 9781 1° B.I.
 Kpassa Mawuéna mle 5782 R.P.C.
 Hougbo Missiagbéto mle 5726 R.P.C.
 Samani Kpandja mle 5963 R.P.C.
 Alfa Biagui mle 7851 R.P.C.
 Aboudou Alidou mle 9130 R.P.C.
 Kagnaya Essolakina mle 6602 R.P.C.
 Ayandadou Tchabyo mle 6426 R.P.C.
 Boukari Kpaté mle 10808 R.P.C.
 Gbati Gbati mle 5893 R.P.C.
 Dermane Kadiri mle 5884 R.P.C.
 Baragou Adjitoka mle 6469 R.P.C.
 Bleza Kpatcha mle 10490 R.P.C.
 Birregah Atawa mle 9922 3° B.I.
 Katounke Kpanté mle 8966 3° B.I.
 Adom Pérézi mle 10377 3° B.I.
 Dolou Baneto mle 10518 3° B.I.
 Tengué Enyonam mle 9276 3° B.I.

Kouso Gnapledja mle 6671 3° B.I.
 Alassani Aliassou mle 10396 3° B.I.
 Bobname Yentik mle 9140 3° B.I.
 Douti Awilelou mle 6541 3° B.I.
 Adjé Konga mle 9351 3° B.I.
 Basso Madina mle 10464 3° B.I.
 Kpirimaka Mama mle 9498 3° B.I.
 Soga Kossi mle 6850 3° B.I.
 Kodjo Kouami mle 7778 R.S.A.
 Djéri Nikabou mle 9438 R.S.A.
 Akakpo Adjété mle 7130 R.S.A.
 Fotcholi Tchaa mle 5959 R.S.A.
 Kantap Douti mle 7265 Douane
 Yabéana Madina mle 7705 Douane
 Akpo Niné mle 10389 Douane
 Abakem Daou mle 5230 R.G.P.
 Akoussoua Sala mle 5441 R.G.P.
 Bawia Bahidiwéna mle 4817 R.G.P.
 Mahoumta Batoumaté mle 3868 R.G.P.
 Amoléba Tchatcha mle 3665 R.G.P.
 Edomna Houziké mle 3748 R.G.P.
 Tawallessi Yom mle 3958 R.G.P.
 Alion Anitime mle 10404 C.M.T.
 Akpassim Tchalkouré mle 9603 1° B.I.

GROUPEMENT AERIEN TOGOLAIS

pour le grade d'adjudant-chef

adjudants :

Minza Koffi mle 0509
 Mamouki Essobéyéou mle 1639

pour le grade d'adjudant

sgts-chefs :

Sodoli Kokouvi mle 9694
 Adjinon Kossi mle 9699
 Gbati Gbandi mle 11771
 Tablissi Diisaane mle 3305
 Alaté Kodjo mle 4086
 Amesitor Kouami mle 4578
 Bédé Andouwé mle 3282
 Kapitan-Gnaku Gnimdu mle 3301
 Loglo Kodjo mle 4087

pour le grade de sergent-chef

sergents :

Kalépé Do-Yao mle 4989
 Oumorou Fontché mle 5024
 Agbédji Kwami mle 2857
 Ouro-Agoro Alassane mle 5012
 Nawa Tchalon mle 0727
 Ahadjivi Afadémon mle 4987
 Hébli D. Lamoussa mle 5066
 Agboplétou Messan mle 5034
 Amouzou Isokéo mle 5017
 Akpayi Komi mle 5013
 Toyi Kpatcha mle 5021
 Takoya Dawa mle 5047
 Hazou Padana mle 5010
 Yemso Ayé-Nim mle 5087
 Aglago Koriaga mle 5033

pour le grade de sergent

caux et chefs :

Afangbédji Koffi mle 6161
 Sotou Sakara mle 6228

Gado Biwissouwè mle 8682
 Yao Issifou mle 6979
 Agouna Essofa-Da mle 11754
 Sollé Kodjo mle 10135
 Eso-Adam Bassirou mle 11777
 Adjayi Karimou mle 8665
 Domanchin Gbandé mle 8227
 Akakpo Kodjo Séna mle 9692
 Loukoum Nossa mle 4873
 Towodo Komlan mle 11768
 Gbandi Gbati mle 6567
 Lantam Gbati mle 6701
 Eoukari Alassani mle 4343
 Zékpa Apoté mle 8230
 Agoro Ibraïma mle 6341
 Tagaré Zimaré mle 7933
 Sonhayé Ouyé Gbandi mle 6859
 Gnongbo Tchakorom mle 6883
 Tchalla Azoti mle 6923
 Kadazou Kibalo mle 7575
 Payaro Kouma mle 6792
 Akakpo Ognantan mle

pour le grade de caporal-chef

caporaux :

Adoyi Ouro Agoro mle 6323
 Nikabou Gbandi mle 8683
 Doutsanyi Mensah mle 2338
 Tchakpele Abalo mle 9693
 Kébéli Kpandéa mle 3065
 Kolani Bilinan mle 10337
 Edoh Kokou mle 7156
 Ouro-Koura Fézi mle 11769
 Gbonyého Komlan mle 8675
 Défly Ananivi mle 10130
 Nikabou Gnon mle 10137
 Féniki Yao mle 8226
 Patchidi Bakai mle 11766

pour le grade de caporal

soldats :

Assih Essotiname mle 9196
 Labou Kossi mle 10132
 Attiogbé Kossi mle 9302
 Agban Tchallim mle 9366
 Djoliba Madjounébata mle 11772
 Katagbé Mouryouabalo mle 11776
 Baguissagou Mamana mle 7314
 Hodouto Kwassi mle 9165
 Sogoyou Békèyi mle 11778
 Agbavor Nyavon mle 11780
 Afodagni Koffi mle 11765
 Gbandi Faré mle 11781
 Essiomlé Agbèko mle 11782
 Akoussah Mawuli mle 12710
 Gnandi Nissao mle 8225
 Limazié Banavéikow mle 6138
 Kassehin Koffi mle 11779
 Afantchao Kossi mle 10130
 Affemessi Mawoussi mle 6162
 Djabé Dambé mle 7012

pour l'emploi de 1re classe

2^o classes :

Haliba Kokou mle 7233
 Hounouvi Kossi mle 7167

Kouloun N'Zonou mle 7241
 Dotsè Hézia mle 8787
 Donso Kérézouwé mle 7155
 Adjima Koffi mle 7204
 Evoda Komi mle 6228
 Bitchi Kitikawain mle 7336
 Sakpane Sakabé mle 7055
 Palouki Ani mle 9536
 Yentougli Kandjibé mle 7197
 Essè Kowovi mle 7768
 Yakpovi Koffi mle 9349
 Gbandi Nadjombé mle 7943
 Ayarima Yao mle 7872
 Salifou Baba mle 8066
 Tchabana Agba mle 8112
 Brikana Atalé mle 7920
 Nikabou Napo mle 8042
 Koriko S. Kondow mle 7964

MARINE NATIONALE TOGOLAISE

pour le grade de premier maitre (adjudant)

maitres :

Soga Kossi mle 3410
 Agblékpé Mawuli mle 3228
 Mouzou Ananhabou mle 3403
 Abodji Kondi mle 3405
 Awilaki Mawaidom mle 3291

pour le grade de maitre (sergent-chef)

seconds maitres :

Yao Kébalé mle 2101
 Koumeyé Koufoférey mle 4100
 Foli-Gbogboe Ekoué mle 4642
 Ayéto Kokou mle 3409
 Taguene Guomoguessayi mle 3406
 Koza Takouda mle 3298

pour le grade de second-maitre (sergent)

q.m.1 :

Paka Kokou mle 8811
 Tadjoua Djaïga mle 9066
 Pouli Essodomna mle 4600
 N'Zonou Souou mle 5946
 Aléki Sim mle 5829
 Abina Abalmo mle 5533
 Agaté Abalo mle 6332
 Yolou Koffi mle 7503

pour le grade de q.m.1. (caporal-chef)

q.m.2 :

Ayim Guédou mle 6200
 Bayamina Dibalo mle 6482
 Ayéva Namounazi mle 6427
 Kétékoa Kossi mle 2567
 Bamazé Sododéma mle 6091

pour le grade de q.m.2. (caporal)

matelots :

Potcho Sim mle 8091
 Ouro-Djalla A. Tchabodi mle 9041
 Pakouqpete Palakibawi mle 8666
 Adogli Komlan mle 9166
 Kougbé Edoh mle 7667

Alinkire Montite mle 8763
 Amouzou Komi mle 9299
 Awi Manizoué mle 9400
 Atsouglo Ankou mle 9302

pour l'emploi de 1re classe

2° classes :

Djagri Mananbé mle 7927
 Alassani Abdou mle 11242
 Andjaou Yohoudema mle 11283
 Pala Pinawéwé mle 11493
 Amouzou Adjinda mle 8769
 Bodi Tchagbataou mle 7905
 Gnon Idrissou mle 7950

GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

pour le grade d'adjudant-chef

adjudants :

Panasa Aklesso mle 851
 Tchangaye Tétoumanouki mle 788

pour le grade d'adjudant

m.d.l.-chefs :

Komlan Toukoumbé mle 761
 Aziangba Dosseh mle 599
 Ali Mandikizinoyou mle 714
 Kao Wiyao mle 752
 Pétéma Tchonda mle 927

pour le grade de maréchal des logis chef

m.d.l. :

Tcham Yao Eglé mle 920
 Barnabo B'Yantoklépoh mle 873
 Kondi Gado mle 783
 De Souza Djiffa mle 669
 Atékpé Tatoué mle 1224
 Boukari Koffitsè mle 730
 Ahiaba Kokou mle 987
 Tchodie Kézié mle 944
 Agban Essohanam mle 592
 Amouzou Gadéka mle 965
 Dougbadji Kossi mle 820
 Abih-Alfa Aïyou mle 848
 Issa Saïfou mle 892
 Ayivi Ayidé Kiki mle 660
 Mamah Assayé mle 836
 Kagnaho Yoma mle 1237
 Atchia Babaké mle 598
 Kabine Fanhoubo mle 675
 Abatso Komlan mle 947
 Eso Abatchang mle 822
 Madoukou Nikabou mle 684
 Bébei Aklesso mle 725
 Mamah Tikinam mle 915
 Dondja Assoumanou mle 741
 N'Mononko Kpakpa mle 617

pour le grade de maréchal des logis

g.a. 1° classes :

Awoussi Adjété mle 808
 Folly Messah mle 824
 Nikabou Zakari mle 838
 Amadou Wattara mle 800

Kantati Alfa mle 894
 Anouma Kossi mle 1143
 Babakan Moyissobé mle 1154
 Tagba Mèyouvéidéou mle 1247
 Ayité Ayivi mle 1150
 Aboki Mawuéna mle 1064
 Koura Tchassama mle 1090
 Ezounougan Messan mle 1175
 Abalo Koffi mle 1162
 Fondou Bédiabadja mle 1177
 Akossi Sina mle 1230
 Amouzougan Séméno mle 1004
 Attitcho Besanvi mle 1078
 Amoudji Kélméou mle 1076
 Bignandi Abalo mle 1162
 Pouwekele Koudjo mle 1113
 Tchakebera Agbao mle 938
 Amédzémé Namétéyé mle 863
 Bassintoma Batomta mle 875
 Tchédéré Koli mle 978
 Mokli Koffi mle 1198
 Addey Séwonou mle 1130
 Aziabou Koffi mle 1151
 Mihlindo Kokou mle 1042
 Alodjisso Messan mle 1142
 Tchamdja Boukari mle 1222

pour le grade de gendarme-adjoint de 1re classe

g.a. 2° classes :

Nabouriba Kossiba mle 1200
 Boko Tchéi mle 1364
 Koya Kossi mle 1383
 Agbodjan Edoh mle 1287
 Abora Agbawou mle 1276
 Aholouvi Yao mle 1292
 Alihonou Toofodji mle 1307
 Kougnon Essotassim mle 1377
 Ekpaou Amah mle 1345
 Dahouna Badjona mle 1337
 Bouyo Kossi mle 1336
 Moumouni Baba mle 1400
 Kata Komlan mle 1339
 Agbénohévi Anani mle 1285
 Hiba Rog'ba mle 1353
 Détéma Dissirama mle 1340
 Bodé Agrougou mle 1333
 Agooh Palanga mle 1289
 Déku Délali mle 1339
 Ahontor Kouami mle 1293
 Lokou Komi mle 1391
 Kpénima Tégou mle 1386
 Aklobessi Komi mle 1458
 Alassi Tchao mle 1302
 Tchibozo Yao mle 1563
 Alosse Djimédo mle 1308
 Tior Tokr mle 1564
 Hani Ouyenga mle 1263
 Badjonga Mawoumba mle 1324
 Akpadjavi Kouassi mle 1299
 Koffi Dossèh mle 1365
 Zidol Komlan mle 1438
 Bétéma Tiwaka mle 1341
 Gagnon Messan mle 1350
 Piou Waké mle 1409

Mondam Yao mle 1199
 Pissali Awakizim mle 1440
 Kpanougou Bahniba mle 1384
 Gnanza Kpatcha mle 1352
 Besse Yacoubou mle 1330
 Ako Kaxoxcanou mle 1297
 Agbessi Komi mle 1286
 Sizing Yao mle 1420
 Kolani Pouckn mle 1368
 Somoko Yempapou mle 1423

**MUSIQUE PRINCIPALE
 DES FORCES ARMEES TOGOLAISES**

pour le grade d'adjudant/chef musicien

adjudant/mus. :

Daré Koffi mle 81/M

pour le grade d'adjudant musicien

sgts/chefs mus. :

Egbaré Blao mle 113/M

Sovon Kodjo mle 54/M

pour le grade de sergent/chef musicien

sergents/mus. :

Fawie Tchalim mle 102/M

Kolani Kanguyablé mle 751/M

Dédo Kokou mle 193/M

Kadanga Mondombaz mle 155/M

Parbvey Koffi mle 053/M

Akarah Koffi mle 105/M

Katche Komlan mle 117/M

pour le grade de sergent/musicien

caux et c/c mus. :

Da Silveira Adjevi mle 175/M

Yoba Kokou mle 5585/M

Fontodji Kossi mle 154/M

Yorou Aklesso mle 5586/M

Baka Komi mle 160/M

Akagla Komi mle 5591/M

Sodatonou Biova mle 188/M

Salmtou Gotargou mle 5581/M

Aboudermane Issa mle 133/M

Yentiaré Manté mle 5681/M

Ahovi Komi mle 104/M

Kuéviakoé Adamavi mle 5579/M

pour le grade de caporal/chef musicien

caux/mus. :

Nassakou Nadjé mle 161/M

Bioou Kokou mle 223/M

BoukpeSSI Komossi mle 221/M

pour le grade de caporal musicien

soldats/mus. :

Djagba Kalenféi mle 224/M

Egbogbo Kossi mle 5574

Yabi Ayefouney mle 296/M

Houétognon Zédéou mle 5600

Kpesse Kouma mle 275/M
 Agama Lanzi mle 5616
 Nicabou Ayaovi mle 282/M
 Kodjo Noumonvi mle 5602
 Pello Datokina mle 228/M
 Anifrani Agbéko mle 251/M
 Djakada Essozimna mle 5627/M
 Agodo Kodjo mle 5564/M
 Bignan Adom mle 260/M
 Nadiok Lalké mle 5676/M
 Djagba Komlanvi mle 5596/M
 Essessi Komlan mle 5597/M
 Djouro Piou mle 5584/M
 Zomenou Kouadjo mle 5615/M
 Patasse Kliawélé mle 5646/M
 Tatayi Komlan mle 5657/M
 Poly Atakou mle 5677/M

pour l'emploi de 1re classe musicien

2° cl. mus. :

Djiny Pakédam mle 288/M

Sossogon Kokou mle 5652

Yibokou Kodjovi mle 298/M

Alley Ibrahim mle 5588

Curo-Akpo mle 5645/M

Elantchou Komi mle 270/M

Kolani Midissoupé mle 5635/M

Nyatolagbé Mensah mle 5606/M

Akpakouma Maladjou mle 246/M.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
 ET DE LA SECURITE**

Arrêté rapporté

Arrêté n° 46/INTS du 29-4-91 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 03/INTS du 15 janvier 1990 portant destitution d'un chef de village.

M. Kponkanou Kokou reprend ses fonctions de chef de village de Hahotoé.

M. Kponkanou Kokou, chef de village de Hahotoé, relève de l'autorité directe du préfet de Vo.

Le présent arrêté, a effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Subvention

Décision n° 176/MEF-MENRS du 17 avril 1991 —

Une subvention de 15 000 000 F. CFA (quinze millions CFA) est accordée à l'école normale supérieure d'Atakpamé pour participation de l'Etat aux frais de nourriture des élèves professeurs de janvier à décembre 1991 soit 12 mois.

Le montant total de cette allocation scolaire sera mandaté et versé par les soins du service des finances du Togo au compte courant n° 054 ouvert dans les livres du trésorier-payeur au profit de l'école mentionnée ci-dessus.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, gestion 1991 section 27, chapitre 37 article 0000, paragraphe 65 et fera l'objet de la procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

ARRETE N° 14/MCT/SCOT du 19 mars 1991 portant création d'une division de « la tierce-détention » au sein de la direction de contrôle du conditionnement des produits et des instruments de mesure

Le Ministre du Commerce et des Transports,

Vu la constitution, spécialement en ses articles 15 et 20 ;

Vu le décret n° 80-160/MAR du 28 mai 1980 portant organisation des services relevant du ministère de l'aménagement ;

Vu le décret n° 87-176 du 22 décembre 1987 portant rattachement du service de contrôle du conditionnement des produits et des instruments de mesure du ministère du commerce et des transports ;

Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

ARRETE :

Article premier — Il est créé au sein de la direction de conditionnement des produits et des instruments de mesure une division dénommée « division de la tierce-détention ».

Art. 2 — La division de « tierce-détention » a pour mission d'assurer sous la direction du directeur de contrôle du conditionnement des produits,

— la mise en gage effective des produits agricoles locaux achetés par les opérateurs économiques sur prêts de campagne, auprès de la direction de contrôle du conditionnement des produits,

— la garde et la gestion de ces produits jusqu'au dénouement complet des crédits,

— la collecte des statistiques des produits gagés par les opérateurs assujettis à la tierce-détention,

— le suivi des cessions de tout ou partie de ces produits à un tiers et la saisie des données statistiques y afférentes,

— la gestion informatique de ces données, la confection et la délivrance périodiques des documents exigés à toutes les personnes et institutions impliquées dans la tierce-détention des produits agricoles locaux.

Art. 3 — Le directeur du contrôle du conditionnement des produits et des instruments de mesure est chargé de l'application du présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1991

K. KLOUSSEH

ARRETE N° 20/MCT/PAL du 16 avril 1991 attribuant aux dockers l'exclusivité des travaux de manutentions à l'intérieur du Port Autonome de Lomé

Le Ministre du Commerce et des Transports,

Vu l'Ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;

Vu le décret n° 80-184/PR du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du Commerce et des transports ;

Vu les nécessités de service ;

Vu les doléances des dockers du port autonome de Lomé en date du 11 avril 1991 ;

ARRETE :

Article premier — Les travaux de manutention bord ou terre, de chargement ou de déchargement, d'arrimage ou de désarrimage dans les magasins ou sur les terre-pleins, d'emportage ou de désemportage de conteneurs et toutes opérations de manipulation de marchandises à l'intérieur du port autonome de Lomé sont exclusivement exécutés par les dockers du port autonome de Lomé dans la mesure où ceux-ci ne dépassent pas leur compétence.

Art. 2 — Le service de la main-d'œuvre du port (SMOP), en fonction des demandes qui lui sont adressées met à la disposition des services intéressés la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux de manutention.

Art. 3 — La direction générale du port autonome de Lomé, les opérateurs économiques installés ou intervenant dans le port autonome de Lomé, les responsables des magasins des pays du sahel sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'observation stricte du présent arrêté qui prend effet à compter du 18 avril 1991.

Lomé, le 16 avril 1991

K. KLOUSSEH

ARRETE N° 21/MCT du 17 avril 1991 portant création d'une division des affaires sociales au port autonome de Lomé

Le Ministre du Commerce et des Transports,

Vu la constitution de la République togolaise ;

Sur proposition du directeur général du port autonome de Lomé ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;

Vu les doléances du 4 avril 1991 du syndicat des travailleurs du port autonome de Lomé ;

Vu les nécessités de service ;

ARRETE :

Article premier — Il est créé au port autonome de Lomé, une division des affaires sociales rattachée à la direction de l'administration générale.

Art. 2 — Le directeur général du port autonome de Lomé est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter du 18 avril 1991 et sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 17 avril 1991

K. KLOUSSEH

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotion

Arrêté n° 249/MTFP du 21-3-91 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Lassey Ako Assiakoley, n° mle 014406-G, l'arrêté n° 46/MTFP du 25 janvier 1990 portant avancement automatique d'échelon dans le cadre des fonctionnaires du trésor.

M. Lassey Ako Assiakoley, n° mle 014406-G, adjoint administratif de 1re classe 3e échelon (catégorie C-indice 850) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade d'adjoint administratif principal 1er échelon indice 900 à compter du 17 juin 1987 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

La situation administrative de M. Lassey Ako Assiakoley est régularisée comme suit :

Catégorie C

17 juin 1987 adjoint administratif principal 1er échelon indice 900

Catégorie B

17 septembre 1989 contrôleur du trésor 2e classe 3e échelon indice 950. + AC : 3 mois

La date du prochain avancement de l'intéressé est fixée au 17 juin 1991.

Admissions

Arrêté n° 255/MTFP du 25-3-91 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Amegan Koffi Dzadu, n° mle 036038-Y, l'arrêté n° 00368/MTFP du 30 mai 1990 portant nomination.

M. Amegan Koffi Dzadu, n° mle 036038-Y, titulaire de la licence es sciences naturelles, de la maîtrise (option : sciences de la terre), admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires, session des 25 et 26 octobre 1989, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie en qualité de géologue de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre du plan et des mines (section 35 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 256/MTFP du 25-3-91 Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM.

— Dobou Kodjo Pafio Mawududji, n° mle 034303-R

— Zinsou Kafui épse Tomety, n° mle 034337-T

— Tchassim Maguiliwè n° mle 034344-A
les arrêtés n°s 1883/MTFP du 6 décembre 1985 portant nomination, 00430/MTFP du 15 mars 1988 portant titularisation dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de recherche scientifique (section 27 chapitre 20 du général) :

9 septembre 1985

— Tchassim Maguiliwè, n° mle 034344-A
2 octobre 1985

— Dobou Kodjo Pafio Mawududji n° mle 034337-T.

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes ;

Tchassim Maguiliwè, n° mle 034344-A

— 9-9-1987 — institutrice de 2e classe 3e échelon

— 9-9-1989 — institutrice de 2e classe 4e échelon (indice 1050)

Dobou Kodjo Pafio Mawududji, n° mle 034303-R et Zinsou Kafui épse Tomety, n° mle 034337-T

— 02-10-1987 — instituteurs de 2e classe 3e échelon

— 02-10-1989 — instituteurs de 2e classe 4e échelon (indice 1050)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 31 décembre 1990.

Arrêté n° 257/MTFP du 25-3-91 — Sont rapportés en ce qui concerne MM. Messan Noulagbessi, n° mle 033967-R et Taffame Koffi Agbékponou Mawussi, n° mle 035630-Y, les arrêtés n°s 702/MTFP du 8 avril 1985 et 0692/MTFP du 8 septembre 1988 portant nomination ; 01038/MTFP du 15 octobre 1986 et 00374/

MTFP du 16 mai 1989 portant titularisation dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 2e échelon (catégorie B indice 850) à compter des dates suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général) :

1er février 1985

— Messan Noulagbéssi, n° mle 033967-R

1er juin 1988

— Taffame Koffi Agbékponou Mawussi, n° mle 035630-Y.

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade à compter des dates suivantes :

Messan Noulagbéssi, n° mle 033967-R

— 1-2-1987 — instituteur de 2e classe 3e échelon

— 1-2-1989 — instituteur de 2e classe 4e échelon (indice 1050)

Taffame Koffi Agbékponou Mawussi, n° mle 035630-Y

— 1-6-1990 — instituteur de 2e classe 3e échelon (indice 950).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 9 janvier 1991.

Arrêté n° 258/MTFP du 25-3-91 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Sallah Kouégan Agbédibley, n° mle 033951-H, les arrêtés n°s 702/MTFP du 8 avril 1985 et 00430/MTFP du 6 mai 1987, portant respectivement nomination et titularisation.

M. Sallah Kouégan Agbédibley, n° mle 033951-H, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, du certificat de fin d'études normales (CFEN-ENI) et du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 1er février 1985 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27 chapitre 20 du budget général).

M. Sallah Kouégan Agbédibley est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

— 1-2-1987 — instituteur de 2e classe 3e échelon

— 1-2-1989 — instituteur de 2e classe 4e échelon (indice 1050).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 31 octobre 1990.

Arrêté n° 259/MTFP du 25-3-91 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Babale Towléba Kossi, n° mle 034282-L, les arrêtés n°s 1883/MTFP du 6 décembre 1985 et 1286/MTFP du 21 décembre 1987, portant respectivement nomination et titularisation.

M. Babale Towléba Kossi, n° mle 034282-L, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, du certificat de fin d'études normales (CFEN-ENI) et du certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 3 octobre 1985 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

M. Babale Towléba Kossi est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

— 3-10-1987 — instituteur de 2e classe 3e échelon

— 3-10-1989 — instituteurs de 2e classe 4e échelon (indice 1050).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 20 novembre 1990.

Intégrations

Arrêté n° 262/MTFP du 25-3-91 — M. Djamado Komi Mawuli Viako, n° mle 026342-Y, maître d'éducation physique et sportive de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 1250) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA), cycle II, promotion : 1987-1990, (option : administration générale), est intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 19 juillet 1990 date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 37, chapitre 27 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. Djamado Komi Mawuli Viako est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Djamado Komi Mawuli Viako, n° mle 026342-Y, continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1250 qu'il a atteint dans le corps des maîtres d'éducation physique et sportive.

Titularisations

Arrêté n° 187/MTFP du 25-02-91 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement qui ont subi avec succès les épreuves de leur examen professionnel de titularisation, sont titularisés dans les conditions suivantes :

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
-----------	----------------	-------------------------------	---------------------------	-------------------------------

Corps : Instituteur — Catégorie : B

Nature de l'examen : Certificat d'aptitude pédagogique (CAP-Examen)

Arrêté n° 9/MEN-RS du 04-02-91

Date effet titularisation : 01-01-90

Titularisation dans le grade : Instituteur 2e classe 1er échelon — Indice : 0750

032758-Q	Kougnigan Minontikpo	N 01094 du 16-08-82	20-09-82	01-01-89
033546-C	Lemgo Komi	N 00797 du 03-05-83	26-09-83	01-01-89
033583-R	Tchagbelew Madjassa-Djéri	N 00797 du 03-05-83	11-10-83	01-01-89
034332-E	Agnena Kaloda	N 01883 du 06-12-85	23-10-85	01-01-89
034492-N	Kouwom Kossi Agbetiafan	N 01883 du 06-12-85	15-10-85	01-01-89
034616-S	Amouzougan Abla	N 01083 du 30-10-86	12-09-86	01-01-89
034739-V	Galley Komi Agbevor	N 01083 du 30-10-86	11-09-86	01-01-89
034852-N	Kalea Djankani Mewenesso	N 01083 du 30-10-86	15-09-86	01-01-89

Arrêté n° 10/MEN-RS du 04-02-91

Date effet titularisation : 01-01-90

018622-Q	Attisso Efoé Kponsou	N 00224 du 10-02-81	01-07-80	01-01-89
020867-V	Azameti Kokou Djifa	N 00505 du 22-03-83	01-07-82	01-01-89
021842-U	Assoe Ega Kouma Codjo	N 01119 du 16-11-77	03-01-78	01-01-89
022095-H	Tsatoh K. Attah Doumessivi	N 00361 du 10-04-78	30-01-78	01-01-89
022497-B	Batena Assala	N 00126 du 06-02-78	06-03-78	01-01-89
027104-S	Sewa Kokouvi Aidy	N 01097 du 28-11-79	17-09-79	01-01-89
027194-U	Gabianou-Adjanoh Messan-Abé	N 01164 du 18-08-81	01-07-80	01-01-89
027205-P	Ablometi Kodjo Messan Klou	N 01097 du 28-11-79	21-09-79	01-01-89
027345-B	Tovor Doh	N 01085 du 26-11-79	10-10-79	01-01-89
027423-H	Yérima Kondoh	N 00029 du 07-01-80	24-10-79	01-01-89
029552-S	Adama-Biassi Folly Kokorokoo	N 00482 du 26-03-81	20-01-81	01-01-89
031537-K	Badagbo Tsévi Yao	N 00386 du 02-04-82	11-11-81	01-01-89
031572-E	Atintho Kodjori	N 00595 du 11-05-82	13-11-81	01-01-89
031582-Q	Myndamou Bagnasso	N 00341 du 22-03-82	13-11-81	01-01-89
031645-P	Ekpe Kossi Evia	N 00386 du 02-04-82	18-11-81	01-01-89
031684-N	Ouro-Djobo Soliro	N 00399 du 06-04-82	23-11-81	01-01-89
031696-J	Amouzou Miheaye	N 00399 du 06-04-82	26-11-81	01-01-89
031793-T	Egbeleo Padaroh Malestom Pabadasse	N 00386 du 02-04-82	14-12-81	01-01-89
031899-D	Agbezouhlon Djimihin	N 00399 du 06-04-82	04-01-82	01-01-89
031900-N	Akey Anani	N 00249 du 15-03-82	04-01-82	01-01-89
031955-V	Alade Koffi Agbenyegan	N 01111 du 17-08-82	19-01-82	01-01-89
031964-W	Maglo Attisso	N 01111 du 17-08-82	21-01-82	01-01-89
033339-D	Dandakou Yawo	N 00210 du 07-02-83	03-01-83	01-01-89

Arrêté n° 12/MEN-RS du 04-02-91

Date effet titularisation : 01-01-90

012063-H	Kpogo Komlan	N 00655 du 22-09-75	22-09-75	01-01-89
027837-F	Wletou Yao Djokaye	N 00224 du 05-02-80	21-01-80	01-01-89
029429-X	N'Sougan Alogno	N 00139 du 30-01-81	08-12-80	01-01-89
032071-R	Djobo Sanny Kataka	N 01286 du 03-09-85	31-05-85	01-01-89

Nature de l'examen : Certificat d'aptitude pédagogique professeur tech.-adjt (CAP-PTA)

Arrêté n° : 90-01/METF du 12-02-90

Matricule	Nom et prénoms	Date effet situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
-----------	----------------	----------------------	---------------------------	-------------------------------

Date effet titularisation : 01-01-89

Titularisation dans le grade : Instituteur 2e classe 1er échelon — Indice : 0750

031638-G Adjogan Komlan Agakpe N 00341 du 22-03-82 18-11-81 01-01-89

Titularisation dans le grade : Instituteur adjoint 3e classe 1er échelon — Indice : 0550

Corps : Instituteur adjoint — Catégorie : C

Nature de l'examen : Certificat élémentaire d'aptitu de pédagogique (CEAP-Examen)

Arrêté n° 6/MEN-RS du 04-02-91

Date effet titularisation : 01-01-90

Titularisation dans le grade : Instituteur adjoint-3e classe 1er échelon — Indice : 0550

027604-N Passah Ayawo N 00493 du 22-04-88 17-09-80 01-01-89

028777-K Sabe Balygbene N 00648 du 12-12-80 06-02-81 01-01-89

029712-A Blewussi Koffi Agbenyo N 01826 du 25-03-88 07-01-80 01-01-89

Arrêté n° 9/MEN-RS du 04-02-91

Date effet titularisation : 01-01-90

011911-R Pakay P. Pouwereou N 00928 du 05-12-73 17-12-73 01-01-89

020623-R Ahovi Ayawovi N 00646 du 01-07-77 12-10-77 01-01-89

022942-Q Badameli Abalo Essodjelinam N 00370 du 11-04-78 25-05-78 01-01-89

023017-K Honyigloh Kafui Afiwa, épse Kassegne N 00275 du 31-05-78 11-09-78 01-01-89

023959-R Messan-Biam Kossiwa N 00516 du 31-05-78 11-09-78 01-01-89

025479-H Sossa Tchotchovi N 00016 du 10-01-79 02-02-78 01-01-89

026244-E Azoumah Kossi Koutekpo N 00239 du 12-03-79 18-04-79 01-01-89

027538-L Assiongbon Fionke N 00430 du 13-03-80 27-12-79 01-01-89

027562-L Ago Toyi N 00546 du 03-04-80 07-01-80 01-01-89

027795-D Agoute Kodjo Agbeko N 00553 du 07-04-80 16-01-80 01-01-89

027822-G Kazié Kokou Wato N 00431 du 13-03-80 19-01-80 01-01-89

027963-D Soussou Baguibassah N 00889 du 01-10-79 14-04-80 01-01-89

029548-N Nadja Komna N 01894 du 23-12-80 19-01-81 01-01-89

029592-A Amedekagna Komlan Ignezako N 01864 du 18-12-80 23-01-81 01-01-89

029763-D Akai Tchambako N 00089 du 22-01-81 06-03-81 01-01-89

029789-X Badabaki Katou N 00089 du 22-01-81 10-03-81 01-01-89

029917-P Djéri Abodji Soli-N'Gobou N 00154 du 02-02-81 13-04-81 01-01-89

031123-M Azuma Komla N 01797 du 22-12-81 12-10-81 01-01-89

031639-R Afeto Adzo N 00255 du 15-03-82 18-11-81 01-01-89

031718-Y Kassang Awanam N 00948 du 20-07-82 01-12-81 01-01-89

032003-V Edorh Ezi Gaklo N 00442 du 13-04-82 01-02-82 01-01-89

032033-T Ayi Kossi N 00442 du 13-04-82 08-02-82 01-01-89

032874-C Kounke Djatougbe N 01782 du 09-12-82 30-09-82 01-01-89

Arrêté n° 10/MEN-RS du 04-02-91

Date effet titularisation : 01-01-90

004763-V Adokanou Deodome Komla N 00305 du 11-12-65 08-02-66 01-01-89

014861-X Adanou AKakpo Mawouna N 00250 du 25-02-76 01-09-75 01-01-89

018667-M Fumey Adodo Komlanvi N 00282 du 25-03-77 28-10-76 01-01-89

020875-M Gbadre Yao Mawuli N 01064 du 07-11-77 26-09-77 01-01-89

020883-D Tonyona Anani N 01064 du 07-11-77 26-09-77 01-01-89

021144-A Mottey Koffi N 01280 du 23-12-77 20-10-77 01-01-89

023831-Z Bakele K. Dogomaga N 00026 du 15-01-79 11-09-78 01-01-89

024088-J Tangao Abollo N 01305 du 26-12-78 18-09-78 01-01-89

024129-B Lawson Latévi Mawutodji N 00026 du 15-01-79 25-09-78 01-01-89

Matricule	Nom et prénoms	Date effet situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
024147-D	Agba Gnandi	N 01325 du 29-12-78	27-09-78	01-01-89
024187-M	Alley Kodjo Agbon	N 01325 du 29-12-78	01-10-78	01-01-89
024277-P	Agbemey Kossi Mawussi	N 00828 du 12-09-79	05-10-78	01-01-89
024525-F	Ocloo Akoly	N 00103 du 05-02-79	30-10-78	01-01-89
024918-G	Hodin Kossi Sokaffa	N 01189 du 23-11-78	24-11-78	01-01-89
026276-W	Semeglo Atisso Kodjo	N 00265 du 14-03-79	02-05-79	01-01-89
027011-V	Houvi Kodjovi Akpanglozo	N 00038 du 09-01-80	17-09-79	01-01-89
027176-S	Houssa Emenehoedji	N 00997 du 05-11-79	19-09-79	01-01-89
027233-T	Gbati Komlan Tchagaou	N 00126 du 21-01-80	23-09-79	01-01-89
027302-Y	Tchao Tiyou Anah	N 00427 du 13-03-80	01-10-79	01-01-89
027334-Q	Akakpo Koffi	N 00023 du 04-01-80	10-10-79	01-01-89
027356-W	Dansou Sodji	N 00023 du 04-01-80	12-10-79	01-01-89
028907-V	Adjallah Menoukon Kondo	N 00993 du 13-07-81	13-10-80	01-01-89
028996-N	Yovo Yawo Lebenè-Agbeko	N 01837 du 15-12-80	14-10-80	01-01-89
029042-U	Mokly Kwadjovi	N 01837 du 15-12-80	15-10-80	01-01-89
029043-D	Monglo Kodjo	N 01724 du 19-11-80	15-10-80	01-01-89
029225-T	Amenègnanou Koffi	N 01840 du 15-12-80	24-10-80	01-01-89
029537-T	Afio Adji Latah	N 00496 du 27-03-81	19-01-81	01-01-89
029608-J	Barcola Kpatcha Bidjaki	N 00463 du 20-03-81	26-01-81	01-01-89
029942-Y	Akpokli Ayi	N 00779 du 22-06-81	16-04-81	01-01-89

Arrêté n° 12/MEN-RS du 04-02-91

Date effet titularisation : 01-01-90

021088-J	Dzonou Kokou	N 00542 du 19-06-78	15-10-77	01-01-89
023254-Y	Baba-Idja Solli	N 00026 du 15-01-79	03-10-78	01-01-89
028941-F	Koumako Kokou	N 01840 du 15-12-80	13-10-80	01-01-89
029738-U	Yao-Kossi Wabepe	N 00068 du 21-01-81	16-02-81	01-01-89
029833-K	Avessekpe Assimadi Dzinyeye	N 00779 du 22-06-81	30-03-81	01-01-89
031342-Q	Kadjenda Were	N 00047 du 07-01-82	16-10-81	01-01-89

Nature de l'examen : Certificat élém. d'aptit. pédag. professeur techn. adjt (CEAP-PTA)

Arrêté n° : 90-02/METF du 12-02-90

Date effet titularisation : 01-01-89

Titularisation dans le grade : Instituteur adjoint 3e classe 1er échelon — Indice : 0550

024241-K	Nagonou Loffah Fojan	N 00015 du 09-01-79	24-09-79	01-01-88
----------	----------------------	---------------------	----------	----------

Arrêté n° 226/MTFP du 12-3-91 — Mlle Ekoué Dédé Ahouefa, n° mle 036176-S, administrateur civil 1er échelon stagiaire (catégorie A1 indice 1300) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 1er mars 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 242/MTFP du 19-3-91 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre du personnels de l'enseignement qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 1er juin 1989 et conservent une ancienneté d'un an:

— AYEVA Tchobodjo, n° mle 035815-X prof. de 3e cl. 1er éch. stagiaire

— Fiankou Kwami Enyonam, n° mle 035803-M, prof. de 3e cl. 1er éch. stagiaire

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade à compter du 1er juin 1990 (AC : néant).

Arrêté n° 243/MTFP du 19-3-91 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Ahiadzife Dodzi Komla-Kuma, n° mle 035802-C, l'arrêté n° 653/MTFP du 11 septembre 1990 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

M. Ahiadzife Dodzi Komla-kuma, n° mle 035802-C, professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire du cadre du personnel de l'enseignement qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 1er juin 1989 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 1er juin 1990 (AC : neant).

Arrêté n° 246/MTFP du 21-3-91 — Les fonctionnaires ci-après désignés, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 1er mars 1991 et conservent chacun une ancienneté d'un an:

Cadre des fonctionnaires de l'administration générale administrateur civil 2e échelon stagiaire (Cat. A1 ind. 1450)

Pariki Koffi Essotom, n° mle-036058-L

Cadre des fonctionnaires des inspecteurs du travail inspecteur du travail de 2e classe 1er échelon stagiaire

(cat. A1 ind. 1300)

Agbandao Kounon Nabou, épouse, Assoumatine, n° mle 036053-X

secrétaire sténo-dactylo-correspondancier de 2e classe 2e échelon stagiaire (cat. C ind. 600)

Ebeh Yao, n° mle 036054-G

Lawson Dopé Enyonam, n° mle 036055-R

secrétaire sténo-dactylo-correspondancier de 2e classe 1er échelon stagiaire (cat. C ind. 550)

Tchibiakou Afoua Adoubi, n° mle 036060-E

Arrêté n° 250/MTFP du 25-3-91 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 1er mars 1991 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

administrateurs civils 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300)

— Afetse Exe Abra Mawunya, n° mle 036241-K

— Bamana Baroma Magolemiena, n° mle 036247-R

— Amelete Bawoumondou, n° mle 036355-M

attachés d'administration 2e classe 1er échelon stagiaires (cat. A2-indice 1100)

— Kpabre-Sylli Batiene, n° mle 036245-X

— Abalo Koffi Kpatshavi Ayavo, n° mle 036246-G
Secrétaires sténo-dactylo-correspondanciers 2e cl. 2e éch. échelon stagiaire (cat. C — indice 600)

— Gbarre Mawouko Koumbon, n° mle 036243-D

— Hor-Afemenusui Ayawovi Akadi, n° mle 036242-U

Arrêté n° 251/MTFP du 25-3-91 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 1er mars 1991 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

— Hounakey-Akakpo Adjéoda, n° mle 036211-M, secrét. sténo-dactylo-correspondancier de 2e classe 2e échelon stagiaire (cat. C — indice 600)

— Napo Nissao, n° mle 036121-K, secrét. sténo-dactylo-correspondancier de 2e classe 2e éch. stagiaire (cat. C — indice 600)

Arrêté n° 263/MTFP du 25-3-91 — M. Assih Toyi, n° mle 036064-J, professeur-assistant de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) du cadre du personnel de l'enseignement qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 30 septembre 1988 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 30 septembre 1989 (AC : néant).

Arrêté n° 264/MTFP du 25-3-91 — M. Ayivor Siva Agbéko Kossi, n° mle 035552-S, administrateur civil 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) du cadre interministériel des fonctionnaires l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1er juin 1989 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade (indice 1450) à compter du 1er juin 1990 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 265/MTFP du 25-3-91 — M. Abdoulaye Bachirou, n° mle 028828-N, professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 1er octobre 1981 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes:

1-10-82 —	professeur de 3e classe	2e échelon	(AC
1-10-84 —	"	3e échelon	
1-10-86 —	"	4e échelon	

Arrêté n° 266/MTFP du 25-3-91 sont et demeurent rapportés en ce qui concerne Mme Kato Atsufe Fafa, épouse Frank les arrêtés n°s 1350/MTFP du 16 septembre 1982, n° 00993/MTFP du 20 décembre 1990, n° 144/MTFP du 10 février 1989, n° 00297/MTFP du 2 mai 1990, portant titularisation et avancement automatique d'échelon, fixant la liste des fonctionnaires autorisés à avancer en grade dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique et promotion dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique.

Mme Kato Atsufe Fafa, épouse Franck, n° mle 027833-T, technicienne supérieure de laboratoire de 2e cl. 1er éch. stagiaire, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 21 janvier 1981 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

21 janvier 1982 tech. sup. de labo. de 2e cl. 2e éch. (AC épuisée)

21 janvier 1984 tech. sup. de labo. de 2e cl. 3e éch.

21 janvier 1986 tech. sup. de labo. de 2e cl. 4e éch.

21 janvier 1988 tech. sup. de labo. de 2e cl. 4e éch. (retard à l'avancement de grade).

Mme Kato Atsufe Fafa, épouse Franck, n° mle 027833-T, technicienne supérieure de laboratoire de 2e cl. 4e éch. est promue au grade de technicienne supérieure de laboratoire de 1re classe 1er échelon (indice 1500) à compter du 21 janvier 1990.

Arrêté n° 230/MTFP du 12-3-91 — M. Tchonda Kouloum Badawanim, n° mle 021978-C, commis d'administration de 1re classe 2e échelon (catégorie D — indice 470), est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans celui des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 2e classe 2e échelon (catégorie D — indice 470) en application des dispositions de l'article 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) et son ancienneté acquise depuis le 09 janvier 1990, date de son dernier avancement automatique d'échelon dans le corps des commis d'administration.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 210/MTFP du 5-3-91 M. Kpeglo Koku Ahiagbenyo, n° mle 006739-M, ingénieur des travaux agricoles principal 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'INADES-formation-Togo est maintenu dans cette même position pour une nouvelle durée de cinq (5) ans, valable du 1er janvier 1991 au 31 décembre 1995 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Kpeglo ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'INADES-FORMATION-TOGO

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 228/MTFP du 12-3-91 — Mme Brenner Essi, épouse Hounzah, n° mle 009027-D, assistante médicale de 1re classe 3e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service à division mère et enfant à Lomé est placée dans la position de détachement pour servir auprès du programme international pour la formation en matière de la santé (P.I.F. F.M.S) pour une durée d'un (1) an, valable du 1er mars 1991 au 29 février 1992 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de Mme Brenner seront à la charge dudit organisme et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 58-III-3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 229/MTFP du 12-3-91 — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 136/MTFP du 21 février 1990 portant détachement de M. Adjogou Akou, n° mle 026365-P, ingénieur statisticien économiste de 2e classe 4e échelon sont modifiées comme suit :

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Adjogou sont à la charge de la CEDEAO et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 58-III-3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

Arrêté n° 238/MTFP du 19-3-91 M. Awesso Takougnadi, n° mle 021046-Q, attaché d'administration de 1re classe 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, relevant du ministère du développement rural est placé dans la position de détachement pour servir auprès du projet de développement du petit élevage (PRODEPEKA) à Kara, valable du 12 mai 1980 au 31 mars 1991 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Awesso sont à la charge dudit Projet et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites

du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 58-III-3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 239/MTFP du 19-3-91 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 975/MTFP du 17 décembre 1990 portant remise à la disposition du ministre du développement rural de M. Awesso Takounadi, n° mle 021046-Q.

Il est mis fin pour compter du 1er avril 1991, au détachement de M. Awesso Takounadi, n° mle 021046-Q, attaché d'administration de 1re classe 2e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale auprès du projet de développement du petit élevage (PRODEPEK'A).

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du développement rural : section 21, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 245/MTFP du 21-3-91 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 934/MTFP du 3 décembre 1990 mettant fin au détachement de M. Akpaka Kwadjovi Attisso, n° mle 028343-Z, ingénieur des travaux statistiques de 2e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de la statistique générale auprès de l'institut africain et mauricien des statistiques et d'économie appliquée (IAMSEA) de Kigali au Rwanda.

Arrêté n° 248/MTFP du 21-3-91 — M. Johnson Ampah Kodjo, n° mle 028843-M, ingénieur géologue de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie, en service à l'Université du Bénin à Lomé, placé dans la position de détachement pour servir auprès du centre international pour le développement des engrais à Lomé suivant arrêté n° 0377/MTFP du 26 mai 1988 est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période de deux (2) ans, valable du 1er juin 1991 au 31 mai 1993 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Johnson seront à la charge dudit centre et la contribution complémentaire de 20 % à la caisse de retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 58-III-3e (nouveau) de la loi n° 65-9 du 8 juillet 1965.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 267/MTFP du 25-3-91 — Il est mis fin pour compter du 1er avril 1991 au détachement de Mme Gbodui Yawa Délali, n° mle 006069-T, attaché d'administration de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale auprès de la caisse nationale de sécurité sociale.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de la santé publique.

Arrêté n° 268/MTFP du 26-3-91 — Il est mis fin pour compter du 1er mai 1991 au détachement de M. Sognonvi Kokou Amagbagnon, n° mle 033726-G, ingénieur des travaux publics de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles auprès du centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER).

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications.

Arrêté n° 254/MTFP du 25-3-91 — M. Saa Tantiéna Midima, n° mle 025367-Z, employé de bureau permanent de 5e catégorie hors échelle, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (cycle I) promotion 1987-1990, option : administration générale, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire catégorie B - indice 750) à compter du 17 septembre 1990 et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 25 du budget général).

Arrêté n° 207/MTFP du 5-3-91 — Est constatée à compter du 17 septembre 1990 la reprise de service de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à Notsé, désigné pour suivre un stage de formation professionnelle à l'école nationale d'administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 0885/MTFP du 7 novembre 1989.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du commerce et des transports.

Absences irrégulières

Arrêté n° 209/MTFP du 5-3-91 — Est constatée à compter du 3 janvier 1991, l'absence irrégulière de Mlle Abidji Kayi Yom Méba, n° mle 036379-M, agent de promotion sociale de 2e classe 2e échelon stagiaire, en service à l'école nationale de formation sociale de Lomé.

pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 218/MTFP du 5-3-91 — Est constatée pour la période allant du 1er septembre au 31 décembre 1990 inclus, l'absence irrégulière de M. Koudjolo Komlan Koné, n° mle 027902-Y professeur d'enseignement supérieur de 2e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI) de l'université du Bénin.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 225/MTFP du 5-3-91 — Est constatée à compter du 5 février 1991, l'absence irrégulière de M. Folikou Ekoué Mitronugna, n° mle 036287-Z, comptable de 2e classe 1er échelon stagiaire en service à la direction du contrôle financier à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 232/MTFP du 12-3-91 — Est constatée à compter du 7 janvier 1991, l'absence irrégulière de M. Gbogbo Yawo Mensa Dziffa, n° mle 036226-L, rédacteur en chef de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en service à la télévision togolaise.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Révocation

Arrêté n° 213/MTFP du 5-3-91 — Mlle Kao-Kezie Padipalaki, n° mle 011587-M, agent de promotion sociale de 1re classe 3e échelon, précédemment en service à la direction générale des affaires sociales à Lomé est révoquée de ses fonctions sans suspension de droits à pension à compter du 30 juin 1989 pour abandon de poste.

RETRAITE

Arrêté n° 220/MTFP du 5-3-91 — M. Koudolo Komlan Koné, n° mle 027902 -Y, professeur d'enseignement supérieur de 2e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI) de l'université du Bénin est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1er janvier 1991 en application des dispositions de l'article 5-3e alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II, 1er alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né le 31 décembre 1945, entrera en jouissance de sa pension le 1er janvier l'an 2001, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Arrêté n° 222/MTFP du 5-3-91 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1991.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- Souko-Idrissou Adam, n° mle 002511-H, inspecteur des douanes de CE.
- Klou Yao Djogbenyo, n° mle 002465-T, adjt. adtif ppal 1er échelon
- Sintiba Dibora, n° mle 002438-Y, commis d'action ppal de CE.

— Guinhouya Komlan, n° mle 002502-G, contrôleur des douanes ppal 2e échelon

— Divo Edo, n° mle 002496-A, contrôleur des douanes de CE.

Govon Kodjovi Djiwodo, n° mle 002501-X contrôleur des douanes de 1re cl. 3e éch.

— Dogble Koffi-Mensah Adem, n° mle 002497-K, contrôleur des douanes ppal 2e échelon

— Amewounou Kossi, n° mle 002489-T, agent de constatation ppal 3e échelon

— Bagnah Pibagui, n° mle 002493-F, agent de constatation ppal 3e échelon

— Agbognitoh Akouété Agboti, n° mle 002484-E, brigadier-chef des douanes 3e échelon

— Kitissou Labioko, n° mle 002422-Q, agent d'assiette ppal 3e échelon

— Torko Coco Comlan, n° mle 002521-K, agent d'assiette ppal 3e échelon

MINISTERE D'EQUIPEMENT ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

— Aziadou Kossi, n° mle 002403-D, agent spécialisé des T.P. ppal de CE.

— Akpah Assiongbon, n° mle 002486-Y, attaché d'action de 1re cl. 3e échelon

— Apetse Koffi Kpé, n° mle 002529-B, préposé des PTT ppal de CE.

— Idrissou Aditéto, épouse Eusebio Koufoul, n° mle 002454-G, préposé des PTT ppal 3e éch.

— Yamadjako Kantchenou Kokou Gbété, n° mle 002439-H, agent de maîtrise des TP de CE.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

— Kinvi-Boh Folly Dounyo, n° mle 002482-L, secrétaire d'action ppal de CE.

— Dogbe Assion Missiamenou, n° mle 002463-H, adjt. tech. ppal 1er échelon

— Kouassi Amoussou, n° mle 002467-M, adjt. tech.

— Sokemawu Koffi, n° mle 002510-Y, préposé des douanes de CE.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

— Alou Tetouyo, n° mle 002487-H, adjt. adtif ppal 2e échelon

— Katagbe Assédi, n° mle 002505-B, secrétaire d'action de 1re classe 3e échelon

— Lawson Hogban Gnadéveamédé, n° mle 002507-V, commis d'action ppal de CE.

— Assilamehou Anato Messangan, n° mle 002398-Q, inst-adjt de 3e classe 4e éch.

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU TOURISME**

- Boroze Seew-Pilan, n° mle 005285-X, secrétaire d'action ppal de CE.
- Assignon Kokou Togneli, n° mle 002491-M, commis d'action ppal de CE.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

- Teagbo-Themson Dakitche Messan, n° mle 002532-E agent spécialisé de CE.
- AourfoYombou Yacoubou, n° mle 002304-A, infirmier d'Etat ppal 3è échelon

MINISTERE DU PLAN ET DES MINES

- Dandja Djangbéguou, n° mle 002495-Z, secrétaire d'action ppal de CE.
- Liassou Dissou n° mle 002426-U, agent tech. de statistique ppal 1er tech.
- Aboudou Daoudou Salifou, n° mle 002390-Y, agent tech. de statistique ppal 1er échelon

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA SECURITE**

- Kanate Kpélor, n° mle 002149-P, brigadier chef de police 2è échelon

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

- Dossou Djidjilévo-Vilévo, n° mle 002522-U, attaché d'action ppal 3è échelon
- Agbodjan Kpoti Aleco, n° mle 033570-C, ingénieur d'agriculture de 1re cl. 3è éch.

**MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DE LA CULTURE**

- Atone Kodjo, n° mle 002492-W, commis d'action ppal de CE.

MINISTERE DE LA JUSTICE

- Karsa Maliem, n° mle 002504-S, commis d'action ppal 3è échelon

Arrêté n° 227/MTFP du 12-3-91 Béressi Yooudéma, n° mle 012306-C, gardien de la paix 7è échelon du cadre des fonctionnaires de la police, en service au commissariat de police de la ville d'Aného est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1991 pour limite d'âge.

Arrêté n° 224/MTFP du 5-3-91 — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 482/MTFP du 27 juillet 1990 portant admission d'office à la retraite de M. Amegan Kokou Mawulé, n° mle 001762-L, sont modifiées comme suit :

M. Amegan Kokou Mawulé, n° mle, 001762-L, secrétaire d'administration de 1re classe 3è échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service à l'Université du Bénin, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1987 pour invalidité.

RECTIFICATIFS

RECTIFICATIF du 11-3-91 à l'arrêté n° 655/MTFP portant nomination du 13 septembre 1990 en ce qui concerne M. Huemissan Koffi Zédugo.

Au lieu de :

Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires (session des 25 et 26 octobre 1989), sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits et mis à la disposition du ministre du développement rural (section 21 du budget général).

Catégorie B

ingénieur-adjoints d'agriculture de 3è classe 1er échelon stagiaire (indice 750)
Huemissan Koffi Zédugo

diplôme d'ingénieur-adjoint d'INFA de Tove
option : agriculture

Lire :

Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires (session des 25 et 26 octobre 1989), sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre de fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (section 33, chapitre 21 du budget général).

Catégorie B

ingénieur-adjoint d'agriculture de 3è classe 1er échelon stagiaire (indice 750)

Huemissan Koffi Zédugo
diplôme d'ingénieur adjoint d'INFA de Tove
option : agriculture

Le reste sans changement —

RECTIFICATIF du 12-3-91 l'arrêté n° 706/MTFP du 9 septembre 1988 portant intégration de MM. N'gnama Tchaa n° mle 011748-E et Mariki Badouna, n° mle 011747-V

Au lieu de :

MM. N'gnama Tchaa, n° 011748-E et Mariki Badouna, n° mle 011747-V, tous deux agents de maîtrise

adjoints de 3e échelon (catégorie C — indice 650), titulaires du diplôme d'agent technique en mécanique d'engins des travaux publics du centre régional de formation pour entretien routier (CERFER), à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans, sont intégrés dans la catégorie supérieure (catégorie B indice 750) en qualité d'adjoints technique 1er échelon stagiaires à compter du 1er juillet 1988 et conservent leur affectation actuelle (section 31 chapitre 23 du budget général).

Lire :

MM. N'gnama Tchaa, n° mle 011748-E et Mariki Badouna n° mle 011747-V, agents de maîtrise adjoints technique en mécanique d'engins des travaux publics du centre régional de formation pour entretien routier (CERFER), à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoints techniques 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1988 et conservent leur affectation actuelle (section 31 chapitre 23 du budget général).

Le reste sans changement.

au lieu de :

Mlle Barnor Amah, n° mle 003942-G, technicienne de développement de 1re classe 2e échelon est élevée au 3e échelon de son grade (indice 1350) à compter du 1er juillet 1990.

Mlle Barnor Amah, n° mle 003942-G, technicienne de développement de 1re classe 3e échelon (catégorie B — indice 1350), titulaire du diplôme des hautes études des pratiques sociales et admise au concours interne, session des 14 et 15 avril 1987, est intégrée dans la catégorie A2 en qualité d'assistante sociale de 2e classe 4e échelon (indice 1400) à compter du 28 septembre 1990 et conserve son affectation actuelle (section 23 chapitre 22 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er juillet 1990, date du dernier avancement automatique de l'intéressée dans son corps de provenance.

Lire :

M. Barnor Amah, n° mle 003942-G, technicien de développement de 1re classe 2e échelon est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1350) à compter du 1er juillet 1990.

M. Barnor Amah, n° mle 003942-G, technicien de développement de 1re classe 3e échelon (catégorie B — indice 1350), titulaire du diplôme des hautes études des pratiques sociales et admis au concours interne, session des 14 et 15 avril 1987, est intégré dans la catégorie A2 en qualité d'assistant social de 2e classe 4e échelon (indice 1400) à compter du 28 septembre 1990 et conserve son affectation actuelle (section 23 chapitre 22 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er juillet 1990, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans son corps de provenance.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5-4-91 à l'arrêté n° 223/MTFP du 5 mars 1991, portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères qui ont atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1991.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Au lieu de :

Onisha Kodjo Nykopé, n° mle 004608-A, agent technique principal 1er éch.

Lire :

Onisha Kodjo Nykopé, n° mle 004608-A, agent technique principal 2e échelon

Le reste sans changement

LE MINISTRE DU PLAN ET DES MINES,

Nomination

Arrêté n° 6/MPM/DGPD/DFCEP du 19-4-91 Est et demeure rapporté l'article 4 de l'arrêté n° 005/MPM/DGPD/DFCEP du 17 janvier 1990, portant nomination de M. W. Goetz conseiller technique, co-régisseur de la caisse d'avance du projet FED/BIP.

Est nommé co-régisseur M. Amégashie Komi Akolly ingénieur statisticien économiste.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan est chargé de l'exécution du présent arrêté

UNIVERSITE DU BENIN

Grâce

Décision n° 7/UB/R/91 du 18-4-91 — Il est accordé une grâce exceptionnelle aux étudiants titulaires du diplôme de capacité en droit frauduleusement inscrits dans les autres établissements de l'Université du Bénin avant 1990.

Ces étudiants exclus de ces établissements par le conseil de discipline conformément aux textes en vigueur, sont autorisés à poursuivre leurs études dans lesdits établissements.

Le directeur des affaires académiques de la scolarité et de la recherche scientifique, les doyens et les directeurs des facultés, écoles et instituts de l'université du Bénin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'application de la présente décision.

La présente décision prend effet à compter de la date de signature.

DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET
DES FINANCES

Rôles

Arrêté n° 1296/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de novembre 1990 ci-après :

Budget général	
480 Lomé ISN	827 293
IRPP	4 139 650
TC-IRPP	498 220
Taxe profes.	592 831
TSFCB	42 666
	<u>6 100 660</u>

Budget communal

480 Lomé TC-IRPP	121 500
481 " Taxe profes.	1 185 664
TSFCB	85 334
	<u>1 392 498</u>
	<u>7 93 158</u>

Arrêté n° 1297/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général	
442 Lomé IMF-IS	50 430 788
FNI	27 640 712
IS	20 128 400
TBM	5 443 303
TFG	18 221
TSVPS	1 600 000
	<u>105 261 425</u>

Compte hors budget 410-100

442 Lomé Amendes	695 000
	<u>695 000</u>
	<u>105 956 425</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cent cinq millions neuf cent cinquante six mille quatre cent vingt cinq francs est fixée au 12 novembre 1990.

Arrêté n° 1298/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1990 ci-dessous :

Budget général	
57 Ogou IRFR	7 354 640
	<u>7 354 640</u>

Arrêté n° 1299/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

317 Lomé Taxe foncière	2 571 608
	<u>2 571 608</u>

Budget communal

317 Lomé Taxe foncière	5 143 217
TOM	1 107 300
	<u>6 250 517</u>
	<u>8 822 125</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de huit millions huit cent vingt deux mille cent vingt cinq francs est fixée au 12 novembre 1990.

Arrêté n° 1300/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

464 Lomé Taxe foncière	305 660
	<u>305 660</u>

Budget communal

464 Lomé Taxe foncière	611 320
TOM	73 360
	<u>684 680</u>
	<u>990 340</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de neuf cent quatre vingt dix-mille trois cent quarante francs est fixée au 10 décembre 1991.

Arrêté n° 1301/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

421 Lomé IMF-IRPP	2 593 300
IRPP	6 925 950
ISN	457 158
FNI	1 617 100
TC-IRPP	198 500
	<u>11 792 008</u>

Budget communal

421 Lomé TC-IRPP	1 500
	<u>1 500</u>
	<u>11 793 508</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de onze millions sept cent quatre vingt-treize mille cinq cent huit francs est fixée au 31 octobre 1990.

Arrêté n° 1302/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1990 ci-dessous :

Budget général	
422 Lomé Taxe foncière	907 669
423 Lomé Taxe foncière	630 000
	<u>1 537 669</u>
Budget communal	
422 Lomé Taxe foncière	1 815 338
TOM	611 077
423 Lomé Taxe foncière	1 260 000
TOM	434 720
	<u>4 121 135</u>
	<u>5 658 804</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions six cent cinquante huit mille huit cent quatre francs est fixée au 14 novembre 1990.

Arrêté n° 1303/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général	
462 Lomé IMF-IS	1 786 425
FNI	1 427 780
IS	3 036 000
	<u>6 250 205</u>
Compte hors budget 410-100	
462 Lomé Pénalités	35 000
	<u>35 000</u>
	<u>6 285 205</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de six millions deux cent quatre vingt cinq mille deux cent cinq francs est fixée au 10 décembre 1990.

Arrêté n° 1304/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes du trésor du mois de novembre 1990 ci-après :

Budget général	
477 Lomé IRPP	94 149 845
ISN	15 760 770
T/S	8 303
Taxe profes.	15 033
	<u>109 933 953</u>
Budget communal	
477 Lomé TCS	1 806 856
Taxe profes.	30 067
	<u>1 836 923</u>
	<u>111 770 876</u>

Arrêté n° 1305/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1990 ci-dessous :

Budget général	
465 Lomé Taxe profes.	10 231 274
466 Lomé Taxe profes.	7 370 062
	<u>17 601 336</u>
Budget communal	
465 Lomé Taxe profes.	20 462 549
466 Lomé Taxe profes.	14 740 124
	<u>35 202 673</u>
	<u>52 804 009</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinquante deux millions huit cent quatre mille neuf francs est fixée au 14 décembre 1990.

Arrêté n° 1306/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre 1990 ci-dessous :

Budget général	
459 Lomé IRPP	40 760
ISN	40 112
TC-IRPP	84 000
Taxe profes.	293 700
	<u>458 572</u>
Budget communal	
459 Lomé TC-IRPP	388 000
Taxe profes.	587 400
	<u>975 400</u>
	<u>1 433 972</u>

Arrêté n° 1307/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre 1990 ci-dessous :

Budget général	
457 Lomé ISN	6 103 944
IRPP	14 097 465
TS	7 932 907
458-Lomé Taxe profes.	252 255
TSFCB	46 666
	<u>28 433 237</u>
Budget communal	
457 Lomé TCS	771 303
458 Lomé Taxe profes.	710 099
TSFCB	93 334
	<u>1 574 736</u>
	<u>30 007 973</u>

Arrêté n° 1308/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général		
441 Lomé IS	6 400 000	
	<u>6 400 000</u>	6 400 000

Compte hors budget 410-100

441 Lomé Pénalités	1 600 000	
	<u>1 600 000</u>	1 600 000
		<u>8 000 000</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de huit millions de francs est fixée au 12 novembre 1990.

Arrêté n° 1309/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

440 Lomé Taxe profes.	78 764	
	<u>78 764</u>	78 764

Budget communal

440 Lomé Taxe profes.	157 529	
	<u>157 529</u>	157 529
		<u>236 293</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux cent trente six mille deux cent quatre vingt treize francs est fixée au 12 novembre 1990.

Arrêté n° 1310/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

472 Lomé IMF-IRPP	529 984	
ISN	590 840	
IRPP	3 421 160	
TC-IRPP	459 040	
	<u>5 001 024</u>	5 001 024

Budget communal

472 Lomé TC-IRPP	18 000	
	<u>18 000</u>	18 000
		<u>5 019 024</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions dix neuf mille vingt quatre francs est fixée au 28 décembre 1990.

Arrêté n° 1311/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général		
473 Lomé Taxe foncière	3 020 323	
	<u>3 020 323</u>	3 020 323

Budget communal

473 Lomé Taxe foncière TOM	6 040 646 1 354 618	
	<u>7 395 264</u>	7 395 264
		<u>10 415 587</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de dix millions quatre cent quinze mille cinq cent quatre vingt sept francs est fixée au 28 décembre 1990.

Arrêté n° 1312/MEF/DGID du 21-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de novembre 1990 ci-dessous :

Budget général

478 Lomé IRPP	103 822 516	
ISN	47 340 589	
T/S	35 656 211	
TC-IRPP	86 000	
479 Lomé Taxe profes.	1 207 277	
	<u>188 112 593</u>	188 112 593

Budget communal

478 Lomé TCS	1 624 547	
479 Lomé Taxe profes.	2 414 554	
	<u>4 039 101</u>	4 039 101
		<u>192 151 694</u>

Arrêté n° 1313/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

411 Zio Taxe foncière	177 742	
412 Vo Taxe foncière	2 031 000	
	<u>2 208 742</u>	2 208 742

Budget préfectoral

411 Zio Taxe foncière	355 485	
412 Vo Taxe foncière	4 062 000	
	<u>4 417 485</u>	4 417 485
		<u>6 626 227</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de six millions six cent vingt six mille deux cent vingt sept francs est fixée au 31 octobre 1990.

Arrêté n° 1314/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1990 ci-dessous :

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions trois cent soixante quatre mille six cent quatre vingt dix francs est fixée au 12 novembre 1990.

Arrêté n° 1320/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

432 Lomé FNI	105 009	
IRPP	3 174 990	
ISN	432 250	
TC-IRPP	393 222	
		<u>4 105 471</u>

Budget communal

432 Lomé TC-IRPP	7 500	
		<u>7 500</u>
		<u>4 112 971</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions cent douze mille neuf cent soixante onze francs est fixée au 12 novembre 1990.

Arrêté n° 1321/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

32 Kpalimé IRTR	6 177 412	
		<u>6 177 412</u>
		<u>6 177 412</u>

Arrêté n° 1322/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre 1990 ci-dessous :

Budget général

455 Lomé IRPP	1 980 015	
ISN	358 078	
TC-IRPP	566 422	
456 Lomé Taxe profes.	1 872 502	
TSFCB	41986	
		<u>4 819 003</u>
455 Lomé TC-IRPP	153 000	
456 Lomé Taxe profes.	3 745 005	
TSFCB	83 972	
		<u>3 981 977</u>
		<u>8 800 980</u>

Arrêté n° 1323/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

468 Lomé IMF-IS	1 652 400	
FNI	550 800	
TSVPS	150 000	
		<u>2 353 200</u>
		<u>2 353 200</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions trois cent cinquante trois mille deux cents francs est fixée au 14 décembre 1990.

Arrêté n° 1324/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

467 Lomé Taxe foncière	4 183 452	
		<u>4 183 452</u>

Budget communal

467 Lomé Taxe foncière	8 366 905	
TOM	1 464 927	
		<u>9 831 832</u>
		<u>14 015 284</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatorze millions quinze mille deux cent quatre vingt quatre francs est fixée au 14 décembre 1990.

Arrêté n° 1325/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation 1990 ci-dessous :

Budget général

28 Kara IRTR	2 995 950	
		<u>2 995 950</u>

Compte hors budget 410-100

28 Kara Pénalités	4 500	
		<u>4 500</u>
		<u>3 000 450</u>

Arrêté n° 1326/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

476 Lomé Taxe foncière	459 416	
		<u>459 416</u>

Budget communal

476 Lomé Taxe foncière	918 834	
TOM	708 760	
		<u>1 627 594</u>
		<u>2 087 010</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions quatre vingt sept mille dix francs est fixée au 28 décembre 1990.

Arrêté n° 1327/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1990 ci-dessous :

Budget général		
31 Yoto	IRTR	5 064 290
		<u>5 064 290</u>

Compte hors budget 410-100

31 Yoto	Pénalités	59 000
		<u>59 000</u>
		<u>5 123 290</u>

Arrêté n° 1328/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre 1990 ci-dessous :

Budget général		
460 Lomé	IS	900 000
	FNI	134 374
	TBM	100 224
	TCVPS	50 000
	TFG	520 308
	IRPP	6 108 484
	ISN	621 8001
	Taxe foncière	323 604
		<u>8 758 795</u>

Budget communal		
460 Lomé	Taxe foncière	648 210
	TOM	318 990
		<u>967 200</u>
		<u>9 725 995</u>

Arrêté n° 1329/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1990 ci-dessous :

Budget général		
58 Haho	ISN	59 383
59 Haho	Taxe profes.	81 333
		<u>140 716</u>

Budget préfectoral		
58 Haho	TCS	1 039 750
59 Haho	Taxe profes.	162 667
		<u>1 202 417</u>
		<u>1 343 133</u>

Arrêté n° 1330/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre 1990 ci-dessous :

Budget général		
453 Lomé	ISN	3 204 744
	IRPP	10 648 937
	TS	3 064 406
454 Lomé	Taxe profes.	101 544
		<u>17 019 631</u>

Budget communal		
453 Lomé	TCS	169 300
454 Lomé	Taxe profes.	203 089
		<u>372 389</u>
		<u>17 392 020</u>

Arrêté n° 1331/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre 1990 ci-dessous :

Budget général		
461 Lomé	IRPP	155 100 484
	ISN	42 380 214
	TS	71 324 822
	IRTR	26 750 440
	TC-IRPP	233 133
	Taxe profes.	3 328 762
	TSFCB	46 689
		<u>299 164 544</u>

Budget communal		
461 Lomé	Taxe civique	86 250
	TCS	10 397 933
	Taxe profes.	6 657 524
	TSFCB	93 399
		<u>17 235 106</u>
		<u>316 399 650</u>

Arrêté n° 1332/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de novembre 1990 ci-après :

Budget général		
482 Lomé	ISN	4 610 668
	IRPP	10 092 151
	TS	7 625 660
483 "	Taxe profes.	379 300
	IRPP	10 000
	TC-IRPP	151 700
		<u>22 869 479</u>

Budget communal		
482 Lomé	TCS	364 412
483 "	Taxe profes.	758 600
	TC-IRPP	570 000
		<u>1 693 012</u>
		<u>24 562 491</u>

Arrêté n° 1333/MEF/DGID du 31-12-90 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois de décembre 1990 :

Budget général

509 Lomé IRTR	2 517 700	
IS	7 906 959	
IRPP	939 524	
ISN	306 413	
Taxe foncière	491 606	
		<u>12 162 202</u>

Budget communal

509 Lomé TC-IRPP	26 065	
Taxe civique	21 000	
Taxe foncière	983 213	
TOM	240 360	
		<u>1 270 638</u>
		<u>13 432 840</u>

Arrêté n° 1334/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-après :

Budget général

46 Notsè ISN	611 500	
IRPP	18 700	
TC-IRPP	328 500	
		<u>958 700</u>

Budget communal

46 " TC-IRPP	109 500	
		<u>109 500</u>
		<u>1 068 200</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million soixante huit mille deux cent francs est fixé au 12 octobre 1990.

Arrêté n° 1335/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

424 Lomé Taxe foncière	2 481 275	
425 Lomé Taxe foncière	2 481 275	
		<u>4 962 550</u>

Budget communal

424 Lomé Taxe foncière	4 962 550	
TOM	1 166 502	
425 Lomé Taxe foncière	4 962 550	
TOM	1 166 502	
		<u>12 258 104</u>
		<u>17 220 654</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de dix sept millions deux cent vingt mille six cent cinquante quatre francs est fixée au R. 424 12 novembre 1990 et le R. 425 3 décembre 1990.

Arrêté n° 1336/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

24 Yoto IMF-IRPP	5 807	
FNI	116 181	
25 Vo IMF-IRPP	30 375	
FNI	1 517	
26 Yoto TS	167 008	
27 Vo TS	4 311	
28 Yoto IRPP	528 294	
ISN	722 495	
		<u>1 575 988</u>

Budget préfectoral

26 Yoto TCS	87 318	
27 Vo TCS	80 250	
		<u>167 568</u>
		<u>1 743 556</u>

Arrêté n° 1337/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

29 Yoto Taxe profes.	249 807	
TSFCB	3 333	
30 Vo Taxe profes.	125 486	
ISN	430 929	
		<u>809 555</u>

Budget préfectoral

29 Yoto TC-IRPP	197 235	
Taxe profes.	499 615	
TSFCB	6 667	
30 Vo Taxe profes. (	250 974	
TC-IRPP	149 275	
		<u>1 103 766</u>
		<u>1 913 321</u>

Arrêté n° 1338/MEF/DGID du 31-12-90 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

409 Lomé Taxe foncière	772 249	
410 Lacs Taxe foncière	13 937 735	
		<u>14 709 984</u>

Budget communal

409 Lomé Taxe foncière	1 544 498	
TOM	185 339	
		1 729 837

Budget préfectoral

410 Lacs Taxe foncière	27 875 472	
		27 875 472
		44 315 293

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quarante quatre millions trois cent quinze mille deux cent quatre vingt treize francs est fixée au 31 octobre 1990.

Arrêté n° 1339/MEF/DGID du 31-12-90 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1990 ci-dessous :

Budget général

463 Lomé IMF-IRPP	838 013	
FNI	209 503	
IRPP	2 193 320	
ISN	544 182	
TC-IRPP	350 010	
		4 135 028

Budget communal

463 Lomé TC-IRPP	21 000	
		21 000

Compte hors budget 410-100

463 Lomé Pénalités	50 000	
		50 000
		4 206 028

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions deux cent six mille vingt huit francs est fixée au 10 décembre 1990.

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Autorisation d'ouverture définitive d'une école

ARRETE N° 5/MENRS du 31-1-91 portant autorisation d'ouverture définitive d'une école primaire privée laïque.

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories du personnel ;

Vu l'arrêté n° 26/MEPDD/METQD-RS du 10 février 1983 portant réglementation de l'enseignement privé laïc au Togo ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'ouverture d'une école primaire privée laïque introduit par le fondateur ;

Vu les rapports du directeur de l'enseignement du premier degré et du directeur général de la planification de l'éducation,

A R R E T E :

Article premier — Une autorisation d'ouverture définitive est accordée à M. Nakou Amlima Sodoh, fondateur de l'école primaire privée laïque dénommée NASOD « Les Enfants du Monde ».

Art. 2 — L'établissement est un groupe scolaire composé d'une école primaire proprement dite et d'une école maternelle.

Art. 3 — L'école primaire privée laïque NASOD « Les Enfants du Monde » fonctionnera dans les locaux sis au quartier Kégué à 610 m au Sud-Ouest de l'école officielle de la localité.

Art. 4 — Le non respect des prescriptions faites à l'article 3 entraînera, à la fin de la période définitive, la fermeture de l'établissement après mise en demeure adressée par le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 5 — Le directeur de l'enseignement du premier degré et le directeur général de la planification de l'éducation sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature et sera publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 31 janvier 1991

Tchaa Kozah-TCHALIM

Nominations

Arrêté n° 27/MEN-RS du 21-03-91 — Est abrogé, l'arrêté n° 26/MEN-RS du 23 février 1989 portant nomination.

M. Néné Nawab Kombaté, inspecteur de l'éducation nationale de 1re classe 2e échelon, est nommé secrétaire général de la commission nationale pour l'UNESCO.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 28/MEN-RS du 2-4-91 — M. Koffi Koudama, inspecteur de l'éducation nationale de classe exceptionnelle, est nommé directeur-adjoint de l'enseignement du deuxième degré.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

UNION TOGOLAISE DE BANQUE

Bilan résumé 30-9-1990

ACTIF		PASSIF	
Caisse, Postes, Trésor Publics, Banque Centrale	30 926 945 535	Postes — Trésors Publics	1 477 949 247
Banques et correspondants	1 153 301 378	Comptes de chèques	9 398 227 581
Portefeuille effets	3 359 002 598	Comptes courants	12 852 208 756
Crédits à court terme	17 859 666 031	Banques et correspondants	392 509 221
Crédits à moyen terme	9 706 426 210	Comptes exigibles après encaissement	3 461 525 908
Crédits à long terme	—	Créditeurs divers	1 954 450 688
Débiteurs divers	201 419 918	Acceptations à payer	213 008 428
Débiteurs par acceptation	213 008 428	Bons et comptes à échéances fixes	33 180 658 368
Titres — Participations	132 064 777	Comptes d'ordre et divers	1 630 510 699
Actionnaires	—	Réserves	1 409 728 399
Comptes d'ordre et divers	2 903 868 323	Capital ou Dotations	1 500 000 000
Immeubles et mobilier	1 585 909 611	Bénéfices de l'exercice	439 466 366
Pertes de l'exercice	—	Bénéfices reportés	131 369 148
Pertes des exercices antérieurs	—	Total passif	68 041 612 809
Total actif	68.041.612.809		
Hors Bilan			
Engagement reçus	2 038 197 675		
Engagements donnés	14 153 374 305		
Ouverture de crédits confirmés	1 168 410 511		

BANK OF CREDIT ET COMMERCE
INTERNATIONAL

(Overseas) Limited

Bilans Résumés (en milliers)

ACTIF	30-9-89	30-9-90	PASSIF	30-9-89	30-9-90
Comptes financiers	14.056.309	14.529.077	Comptes financiers	40	0
Comptes de la clientèle	5.199.931	3.873.842	Comptes de la clientèle	18.620.396	17.556.727
Comptes du personnel	100.499	94.973	Comptes du personnel	4.357	4.489
Autres comptes de tiers et de régularisation	173.557	147.271	Autres comptes de tiers et de régularisation	378.925	419.548
Valeurs immobilisées	210.525	195.955	Comptes de capitaux	737.103	860.354
Total Actif	19.740.821	18.841.118	Total Passif	19.740.821	18.841.118
			Engagement hors bilan	2.228.210	

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

B. P. 1172 — LOME (Togo)

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1990

ACTIF

PASSIF

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et banque centrale	32 173 505 134	Comptes d'ordre et divers	1 475 940 711
Banques et correspondants	4 314 798	Emprunts	14 999 988 739
Opérations bancaires	40 659 582 730	Provisions	648 203 174
Actionnaires	113 343 411 564 *	Fonds affectés	20 790 455 210
Comptes d'ordre et divers	266 025 153	Dotations non affectées	16 249 649 533
Immobilisations nettes	3 557 458 354	Subventions nettes	1 783 047 282
Participation	2 450 042 500	Réserves/Ecart-réval./Prime d'émiss.	11 754 849 379
		Capital	121 700 000 000
		Résultat	3 052 206 205
TOTAL	192 454 240 233	TOTAL	192 454 240 233

(*) Dont « Actionnaires, capital non libéré » : 105 717 234 253
« Dotations à recevoir » : 7 626 177 311

DETERMINATION DU RESULTAT NET AU 30 SEPTEMBRE 1990

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Résultat net	3 052 206 205	Résultat d'exploitation	2 781 152 376
		Résultat hors-exploitation	264 989 587
		Plus-value de cession	6 064 242
TOTAL	3 052 206 205	TOTAL	3 052 206 205

SITUATION AU 31 OCTOBRE 1990

ACTIF

PASSIF

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et banque centrale	32 598 003 695	Comptes d'ordre et divers	1 472 574 348
Banques et correspondants	9 789 719	Emprunts	14 949 102 390
Opérations bancaires	40 229 493 946	Provisions	648 203 174
Actionnaires	113 343 411 564 *	Fonds affectés	20 751 221 161
Comptes d'ordre et divers	523 816 303	Dotations non affectées	16 249 649 533
Immobilisations nettes	3 575 412 482	Subventions nettes	1 771 535 074
Participation	2 450 042 500	Réserves/Ecart-réval./Prime d'émiss.	11 749 028 468
		Capital	121 700 000 000
		Résultat	3 438 656 061
TOTAL	192 729 970 209	TOTAL	192 729 970 209

(*) Dont « Actionnaires, capital non libéré » : 105 717 234 253
« Dotations à recevoir » : 7 626 177 311

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISoire AU 31 OCTOBRE 1990

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Résultat net	386 449 856	Résultat d'exploitation	373 682 126
		Résultat hors-exploitation	12 767 730
TOTAL	386 449 856	TOTAL	386 449 856

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1990

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et banque centrale	33 371 673 863	Comptes d'ordre et divers	1 720 400 107
Banques et correspondants	1 729 333	Emprunts	14 882 500 355
Opérations bancaires	39 393 313 644	Provisions	656 987 384
Actionnaires	113 343 411 564 *	Fonds affectés	20 713 710 181
Comptes d'ordre et divers	880 902 083	Dotations non affectées	16 249 649 533
Immobilisations nettes	3 555 502 187	Subventions nettes	1 760 091 853
Participation	2 650 042 500	Réserves/Ecart-rééval./Prime d'émis.	11 743 395 328
TOTAL	193 196 585 156	Capital	121 700 000 000
		Résultat	3 779 850 415
		TOTAL	193 196 585 156

(*) Dont « Actionnaires, capital non libéré » : 105 717 234 253
« Dotations à recevoir » : 7 626 177 311

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISoire AU 30 NOVEMBRE 1990

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Résultat net	727 644 210	Résultat d'exploitation	698 730 576
		Résultat hors-exploitation	28 913 634
TOTAL	727 644 210	TOTAL	727 644 210

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1990

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et banque centrale	32 788 576 656	Comptes d'ordre et divers	1 297 326 422
Banques et correspondants	9 768 748	Emprunts	14 790 229 095
Opérations bancaires	41 004 121 401	Provisions	646 987 384
Actionnaires	111 882 265 615 *	Fonds affectés	20 777 630 564
Comptes d'ordre et divers	1 191 011 958	Dotations non affectées	16 249 649 533
Immobilisations nettes	3 567 875 202	Subventions nettes	1 748 579 645
Participation	2 650 042 500	Réserves/Ecart-rééval./Prime d'émis.	11 737 574 417
TOTAL	193 093 662 080	Capital	121 700 000 000
		Résultat	4 145 685 020
		TOTAL	193 093 662 080

(*) Dont « Actionnaires, capital non libéré » : 105 700 000 000
« Dotations à recevoir » : 6 182 265 615

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE AU 31 DECEMBRE 1990

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Résultat net	1 093 478 815	Résultat d'exploitation	1 050 115 246
		Résultat hors-exploitation	43 363 569
TOTAL	1 093 478 815	TOTAL	1 093 478 815

SITUATION AU 31 JANVIER 1991

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et banque centrale	32 058 394 873	Comptes d'ordre et divers	1 341 595 426
Banques et correspondants	5 038 623	Emprunts	14 802 450 503
Opérations bancaires	41 952 836 877	Provisions	646 987 384
Actionnaires	111 882 265 615 *	Fonds affectés	20 739 256 699
Comptes d'ordre et divers	1 475 046 800	Dotations non affectées	16 249 649 533
Immobilisations nettes	3 558 639 290	Subventions nettes	1 737 067 437
Participation	2 580 042 500	Réserves/Ecart-rééval./Prime d'émis.	11 731 753 506
		Capital	121 700 000 000
		Résultat	4 563 504 090
TOTAL	193 512 264 578	TOTAL	193 512 264 578

(*) Dont « Actionnaires, capital non libéré » : 105 700 000 000
« Dotations à recevoir » : 6 182 265 615

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE AU 31 JANVIER 1991

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Résultat net	1 511 297 885	Résultat d'exploitation	1 449 649 722
		Résultat hors-exploitation	61 648 163
TOTAL	1 511 297 885	TOTAL	1 511 297 885

SITUATION AU 28 FEVRIER 1991

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et banques centrale	31 803 177 404	Comptes d'ordre et divers	1 388 863 696
Banques et correspondants	11 109 246	Emprunts	15 122 378 861
Opérations bancaires	42 720 196 163	Provisions	646 987 384
Actionnaires	111 782 149 733 *	Fonds affectés	22 141 834 706
Comptes d'ordre et divers	1 710 959 561	Dotations non affectées	14 808 645 225
Immobilisations nettes	3 544 544 940	Subventions nettes	1 725 762 192
Participation	2 580 042 500	Réserves/Ecart-rééval./Prime d'émis.	11 726 495 909
		Capital	121 700 000 000
		Résultat	4 891 211 574
TOTAL	194 152 179 547	TOTAL	194 152 179 547

(*) Dont « Actionnaires, capital non libéré » : 105 700 000 000
« Dotations à recevoir » : 6 082 149 733

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE AU 28 FEVRIER 1991

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Résultat net	1 839 005 369	Résultat d'exploitation	1 762 268 240
		Résultat hors-exploitation	76 737 129
TOTAL	1 839 005 369	TOTAL	1 839 005 369

SITUATION AU 31 MARS 1991

ACTIF		PASSIF	
INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Caisse et banque centrale	32 606 640 941	Comptes d'ordre et divers	1 465 078 188
Banques et correspondants	9 302 346	Emprunts	15 255 249 789
Opérations bancaires	43 058 757 161	Provisions	646 987 384
Actionnaires	111 782 149 733 *	Fonds affectés	22 141 912 177
Comptes d'ordre et divers	1 185 132 834	Dotations non affectées	14 808 645 225
Immobilisations nettes	3 556 832 623	Subventions nettes	1 714 249 984
Participation	2 580 042 500	Réserves/Ecart-rééval./Prime d'émis.	11 720 674 998
		Capital	121 700 000 000
		Résultat	5 326 060 393
TOTAL	194 778 858 138	TOTAL	194 778 858 138

(*) Dont « Actionnaires, capital non libéré » : 105 700 000 000
« Dotations à recevoir » : 6 082 149 733

DETERMINATION DU RESULTAT NET PROVISOIRE AU 31 MARS 1991

INTITULES	MONTANTS	INTITULES	MONTANTS
Résultat net	2 273 854 188	Résultat d'exploitation	2 176 369 942
		Résultat hors-exploitation	97 484 246
TOTAL	2 273 854 188	TOTAL	2 273 854 188

BANQUE TOGOLAISE DE DEVELOPPEMENT
BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1989 et 1990

Actif	Montant Net Au 30/9/89	Montant brut Au 30/9/90	Amortissements et provisions	Montant net Au 30/9/90
Caisse	306.926.914	396.830.488		396.830.488
Banque Centrale	6.043.845	367.202.460		367.202.460
Banques, organismes, Ets fin.	153.137.415			242.023.664
— Comptes ordinaires		216.898.664		
— Comptes à terme				
— Comptes spéciaux		25.125.000		
Compte courant postal-trésor	3.820.384	6.993.693		6.993.693
Crédits à la clientèle	11.642.835.806			10.835.513.047
— Créances normales		8.954.488.134		
— Créances en souffrance		2.875.530.009	994.505.096	
Débiteurs divers	250.034.198	162.043.269	11.555.416	150.487.853
Chèques-effets à l'encaissement	801.643.478	1.042.585.056		1.042.585.056
Comptes/régularisation actif		240.205.344		240.205.344
Titres de participation	35.000.000			41.600.000
— Titres sur STES Immobilières		30.000.000		
— Autres titres		121.600.000	110.000.000	
Autres valeurs immobilisées	817.587.600			738.496.929
— Corporelles		1.597.649.919	862.930.149	
— Incorporelles		12.978.470	9.201.311	
— Perte de l'exercice	489.238.395	64.410.899		64.410.899
	14.846.064.684	16.114.541.405	1.988.191.972	14.126.349.433

BANQUE TOGOLAISE DE DEVELOPPEMENT
BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1989 et 1990

Passif	Montant net Au 30/9/89	Montant Au 30/9/90	Montant net Au 30/9/90
Banque Centrale	2.731.000.000		
Banques, Organismes, Ets fin.	328.284.049	23.410.742	23.410.742
— Comptes Ordinaires			
— Comptes à terme			
— Comptes spéciaux			
Emprunts et autres dettes	3.550.892.748		3.470.968.813
— A long terme		2.606.505.883	
— A court terme		864.462.930	
Comptes créditeurs/clientèle	7.508.316.672		8.194.358.403
— Dépôts à vue		3.611.384.245	
— Dépôts à terme		3.990.453.223	
— Autres sommes dues/clientèle		592.730.935	
Créditeurs divers	422.816.136	200.183.834	200.183.834
Comptes exigibles après Enct.	916.096.581	903.882.242	903.882.242
Comptes/régularisation passif	239.637.336	391.492.338	391.492.338
Intérêts/commissions réservés		145.453.914	145.453.914
Provisions de propre assureur	336.408.708	366.390.087	366.390.087
Provisions/pertes et charges	137.397.297	199.222.298	199.222.298
Réserves	85.355.648	85.355.648	85.355.648
Report à nouveau	(2.430.340.491)	(2.919.578.886)	(2.919.578.886)
Capital	1.000.000.000	3.065.000.000	3.065.000.000
	<u>14.846.064.684</u>	<u>14.126.349.433</u>	<u>14.126.349.433</u>

Engagements hors bilan au 30-9-90

Engagements donnés.

Crédits confirmés part non utilisés : 280.412.757

Cautions et avals donnés : 631.355.305

Engagements reçus

Avais des intermédiaires financiers : 325.035.059

Emprunts non mobilisés : 900.000.000

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

Débit	Montant 1988/1989	Montant 1989/1990
Frais de personnel	479 586 634	492 888 385
Impôts et taxes	34 185 072	3 733 588
T.F.S.E.	128 600 942	113 475 715
Transports et déplacements	5 212 100	5 438 024
Frais divers de gestion	180 153 909	143 826 283
Frais financiers	880 221 395	687 749 841
Dotations aux amortissements	128 089 817	129 093 211
Dotations aux provisions	577 905 122	279 756 305
	<u>2 413 954 991</u>	<u>1 855 961 352</u>

Crédit	Montant 1988/1989	Montant 1989/1990
Produits des opérations de trésorerie	4 813 819	8 000 350
Produits des opérations avec la clientèle	1 904 513 115	1 709 173 693
Pertes d'exploitation	504 628 057	138 787 309
	<u>2 413 954 991</u>	<u>1 855 961 352</u>

PERTES ET PROFITS AU 30/09/1990

DEBIT	1988/89	1989/90
Pertes d'Exploitation	504 628 057	138 787 309
Pertes sur exercices antérieurs	70 850 451	52 043 373
Pertes sur créances irrécup.	5 182 172	65 565 842
Pertes exceptionnelles	112 930 529	102 532 729
IS ou IMF et FNI	28 639 890	—
	<u>722 231 099</u>	<u>358 929 253</u>

CREDIT	1988/89	1989/90
Profits sur exercice antérieurs	30 000 565	87 653 672
Rep.s/prov. en cours clients	66 751 918	117 818 177
Rentrées s/créances irrécouv.	49 623 907	28 571 842
Profits exceptionnels	86 616 314	60 474 663
Perte de l'exercice	489 238 395	64 410 899
	<u>722 231 099</u>	<u>358 929 253</u>

BILAN AU 28 SEPTEMBRE 1990 C. E. T

ACTIF

RUBRIQUES	Montants bruts	Amort. ou provisions	Montants nets	Totaux partiels
Valeurs disponibles				6 150 874 448
Caisses	8 038 713		8 038 713	
BCEAO	292 174		292 174	
Banques C/C	37 466 619		37 466 619	
Banques dépôts à terme	6 092 000 000		6 092 000 000	
CDC	7 680 165		7 680 165	
CCP	3 316 787		3 316 787	
Trésor public	2 079 990		2 079 990	
Valeurs réalisables à court terme				317 176 378
Charges payées d'avance	4 750 829		4 750 829	
Produits à recevoir	31 859 340		31 859 340	
Chèques à encaisser	137 418		137 418	
Prêts PEC à court terme	74 132 185		74 132 185	
Opérations avec OPTT	2 797 284		2 797 284	
Compte courant SITO	9 900 000		9 900 000	
CNCA intérêts sur cpte terme	14 220 625		14 220 625	
Cptes d'attente à régulariser épargne ordinaire	169 080 337		169 080 337	
Cptes d'attente à régulariser épargne logement	7 790 012		7 790 012	
Débiteurs divers	2 508 348		2 508 348	
Valeurs réalisables à long et moyen terme				830 029 718
Prêts EL à long terme	651 010 652		651 010 652	
Prêts EL à moyen terme	136 399 664		136 399 664	
Prêts au personnel	39 035 410		39 035 410	
Créances douteuses sur prêts long terme	4 277 667	1 200 921	3 076 746	
Créances douteuses sur prêts moyen terme	1 094 089	586 843	507 246	
Autres valeurs immobilisées				48 116 515
Certificat FNI en cours	3 066 515		3 066 515	
Actions SITO	45 000 000		45 000 000	
Dépôt sur garantie	50 000		50 000	
Immobilisations incorporelles				32 474 333
Frais d'études d'informatisation	10 668 000	8 593 667	2 074 333	
Prestations sces informatiques	32 000 000	1 600 000	30 400 000	
Immobilisations corporelles				377 973 035
Terrains	36 267 077		36 267 077	
Constructions	434 563 707	250 927 675	183 636 032	
Matériel et outillage	1 885 457	1 885 457		
Matériel de transport	23 165 770	14 736 218	8 429 552	
Matériel et Mob. de bureau	177 444 178	70 161 117	107 283 061	
Agencets, Amenagts, Installation	93 591 612	51 234 299	42 357 313	
	8 157 570 624	400 926 197	7 756 644 427	7 756 644 427

BILAN AU 28 SEPTEMBRE 1990 C. E. T

PASSIF

RUBRIQUES	Montants nets	Totaux partiels
Valeurs exigibles à vue ou à court terme		7 869 361 549
Compte d'attente à régulariser	2 689 232	
Créditeurs divers	22 202 264	
INTECOR (Prestation sces informatiques)	22 490 000	
Compte de régularisation passif	33 701 280	
Comptes de déposants épargne ordinaire	7 195 041 235	
Comptes de déposants épargne logement	567 067 673	
Compte de dépôts sans intérêts (CNSS)	1 196 287	
Dépôts et cautionnements reçus des clients	25 063 578	
Provisions pour risques et charges		1 913 500
Provision pour risque d'épargne	1 913 500	
Subventions reçues (nettes)		14 054 572
Subventions d'investissement reçues	21 707 084	
Subventions inscrites à pertes et profits	— 7 652 512	
Fortune personnelle		— 186 593 873
Résultats nets (bénéfice)		57 908 679
	7 756 644 427	7 756 644 427

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 10.059 R.T., volume L, Folio 119 appartenant au sieur Kodjo Jean, employé à la Banque nationale de Paris, demeurant à Kpalimé.

Pour première insertion

Avis est donné au public de la perte du titre foncier n° 12817 volume LXV F° 71 appartenant à M. Agbavor Yawo mécanicien dentiste demeurant à Lomé 44 rue des palmiers.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 2793 T.T, volume XV, Folio 69 appartenant à la collectivité Assiongbon Agbo, représentée par M. Kuévi Assiongbon, fonctionnaire en retraite demeurant à Lomé.

Pour première insertion

Avis est donné au public de la perte des copies des titres fonciers n° 14175 R.T. et 14 176 R.T; volume

LXXII, folios 24 et 25 appartenant à Mme Agbokou Massan, revendeuse demeurant et domiciliée à Lomé.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 5474 R.T., volume XXVIII, Folio 147 et du certificat d'inscription hypothécaire au profit de L'UNICOMER d'un montant total de 600.000 Frs CFA appartenant à M. Adoté A. Félix, demeurant et domicilié à Lomé.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 2712 T.T., vol: XIV F° 186 appartenant à la dame Elisabeth Akpelafansi, revendeuse demeurant à Lomé.

Pour deuxième insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 18040 R.T. vol LXXXI; F° 89 appartenant au sieur Doiou Lomé Abalo, délégué médical, demeurant à Lomé résidence CNSS Baguida E. 2-27.

Pour deuxième insertion